



Évaluation des risques et des vulnérabilités pays

BÉNIN

JANVIER 2018

COMMISSION DE LA CEDEAO
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE





AVERTISSEMENT :

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du Gouvernement des États-Unis.

Photo de couverture : « Femme vêtue de couleurs vives », Réalisée par David Stanley, accessible via Flickr (<https://www.flickr.com/photos/davidstanleytravel/21364753096>). Reproduit sous Creative Commons CC BY 2.0.

Table des matières

Sigles et abréviations.....	4
Message du président de la Commission de la CEDEAO.....	6
Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO	7
Préface	8
Résumé analytique	9
Introduction.....	11
Terminologie et définitions conceptuelles.....	13
Revue de la littérature.....	14
Questions de recherche	16
Description de l'échantillon	17
Analyse des données	19
Portée et limites de l'étude.....	19
Contexte du pays	22
Vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national	24
Économie et ressources (Pilier le plus vulnérable)	27
Population et démographie (Deuxième pilier le plus vulnérable)	30
Politique et gouvernance (Troisième pilier le plus vulnérable).....	33
État de droit (Quatrième pilier le plus vulnérable)	36
Sécurité (Pilier le moins vulnérable)	39
Facteurs externes.....	41
Considérations liées au genre	42
Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau infranational : observations par région.....	45
Département d'Alibori	45
Département du Borgou	52
Département du Littoral.....	58
Département du Plateau.....	63
Conclusion et recommandations.....	67
Annexe A : Échantillon de données	69
Annexe B : Indice de vulnérabilité	75
Annexe C : Références additionnelles.....	77
Annexe D : Matrice des vulnérabilités, des risques, des facteurs de résilience et des recommandations par pilier de la sécurité humaine	78

Sigles et abréviations

ACLED	Projet de localisation des événements des conflits armés
ALPC	Armes légères et de petit calibre
BAD	Banque africaine de développement
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CPCC	Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO
CPIA	Évaluation des politiques et des institutions nationales
DFID	Département du développement international du Royaume-Uni
DPA	Direction chargée des affaires politiques de la CEDEAO
DPKRS	Direction du maintien de la paix et de la sécurité régionale de la CEDEAO
ECOMOG	Groupe de contrôle de la CEDEAO
ECOWARN	Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO
EIC	Entretien avec les informateurs clés
ERC	Évaluation des risques de conflit
ERVp	Évaluation des risques et des vulnérabilités pays
ET	Écart type
EWD	Direction de l'Alerte précoce de la CEDEAO
FMI	Fonds monétaire international
GD	Groupe de discussion
GSDRC	Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social
ICAF	Cadre inter-agences d'analyse des conflits
IDE	Investissement direct étranger
IFI	Institutions financières internationales
IncReps	Rapports d'incident d'ECOWARN
IPS	Indice de parité entre les sexes
LEPI	Liste électorale permanente informatisée
MEND	Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger
MGF/E	Mutilation génitale féminine/excision
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PIB	Produit intérieur brut
RAVIP	Recensement administratif à vocation d'identification de la population
REWARD	Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa
SFI	Société financière internationale
SIG	Système d'information géographique
SitReps	Rapports de situation d'ECOWARN

SNA	Analyse des réseaux des parties prenantes
UA	Union africaine
USAID	Agence américaine pour le développement international
VBG	Violence basée sur le genre

Message du président de la Commission de la CEDEAO

Les 15 États membres de la Communauté de la CEDEAO représentent une région prospère dans le monde, avec une population d'environ 366 millions d'habitants et une riche diversité humaine et topographique. De la côte aux sommets du Fouta Djallon, en passant par le Sahara et les mangroves du delta du Niger, la CEDEAO abrite diverses familles, communautés et nations.

Au cours de la dernière décennie, la région a considérablement amélioré le niveau de vie de millions de personnes. Cependant, outre la richesse des ressources naturelles, le capital humain et les grandes opportunités, il faut également faire face à des défis tels que les catastrophes naturelles, les pandémies, les tensions ethno-sectaires et les menaces sécuritaires causées par l'extrémisme et le terrorisme.

Les évolutions et les changements mondiaux tels que les avancées technologiques, la migration humaine et le changement climatique ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité, posant de nouveaux défis pour la planification stratégique et la préparation à l'avenir.

C'est en cela que l'alerte précoce joue un rôle essentiel en aidant la CEDEAO à comprendre les mutations afin de renforcer la prise de décision et apporter une réponse rapide aux niveaux régional et national. Les Evaluations des Risques et de la Vulnérabilité des Pays (ERVP) constituent une ressource importante à cet égard. Ces rapports sont utiles pour renforcer les plans d'action du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO et pour servir de référence pour une compréhension approfondie de la dynamique de la sécurité humaine dans nos États Membres et pour nos partenaires de la région.

J'invite donc les acteurs nationaux, toutes les institutions de la CEDEAO et nos partenaires à utiliser ces rapports pour consolider la paix et le progrès au profit des citoyens de la CEDEAO.

Jean-Claude Brou
Président de la Commission de la CEDEAO

Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO

La CEDEAO est fière d'avoir finalisé le présent rapport d'Évaluation des risques et des vulnérabilités pays (ERVP) qui vise à identifier les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience existants dans chaque État membre de la Communauté. En effet, cette initiative constitue un exploit remarquable dans le cadre du renforcement de l'Architecture africaine de paix et de sécurité de l'Union africaine, la CEDEAO imprimant le rythme pour l'élaboration d'un ensemble de données africaines qui peut être exploité pour améliorer les analyses et prévisions précises sur la sécurité humaine, afin d'aider les décideurs à prendre des décisions éclairées sur les questions urgentes qui se posent dans la région. Ces informations peuvent servir de base de référence à la CEDEAO ainsi qu'à ses partenaires pour documenter les efforts d'alerte précoce et de réponse, en particulier dans le contexte actuel où le Mécanisme d'alerte précoce et de réponse est en cours de déploiement au niveau national.

Les travaux de recherche dans le cadre de l'ERVP se fondent sur les données du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN) – collectées par des observateurs sur le terrain – en vue d'élaborer une base de référence nationale pour la surveillance des modèles et tendances de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine. En comparant les données d'ECOWARN à d'autres ensembles de données et en complétant les données quantitatives par des résultats qualitatifs, les évaluations aident également la Direction de l'alerte rapide de la CEDEAO à recueillir des données plus solides, riches, fiables et empiriques. Les constatations qui en découlent sont plus représentatives en termes de géographie, de temps et de thème pour chaque pays et doivent être mises à jour sur une base périodique.

La CEDEAO consolidera cet acquis en appliquant les connaissances et compétences consignées dans le Manuel d'ERVP. Ma conviction en la matière émane du fait que la formation de l'ensemble des membres du personnel de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO (EWD) impliqués dans la mise au point de l'Indice d'ERVP, qui marque le point culminant du transfert des connaissances et des compétences du personnel technique du projet *Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa (REWARD)* de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au bénéfice de la CEDEAO, permettra à la CEDEAO de conduire en toute indépendance ses futures ERVP. D'ores et déjà, l'EWD a lancé un processus visant à mettre en pratique le cadre méthodologique défini pour la conduite d'une Évaluation régionale des risques et de la résilience dans le bassin du lac Tchad, servant ainsi de premier pilier dans la mise en œuvre de la décision conjointe de la CEDEAO et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) de mobiliser les communautés dans des processus de consolidation de la paix.

Nous espérons que les États Membres de notre Communauté s'approprieront le présent rapport et y inscriront les initiatives de développement et de paix pour faire face aux risques et vulnérabilités au sein de leurs communautés. Au moment où nous décentralisons l'alerte précoce et la réponse au bénéfice des pays de la CEDEAO, la Commission se tient prête à accompagner chaque État Membre dans la mise en œuvre des recommandations réalisables que renferme le rapport de l'ERVP.

Finda Koroma
Vice-Président, Commission de la CEDEAO

Préface

La Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO a accompli d'énormes progrès dans la pratique de l'alerte précoce guidée par les données, à travers l'analyse qualitative et quantitative des incidents et situations de sources multiples, et en tirant avantage des données initiales générées grâce au système du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN). En effet, les outils technologiques de pointe du Centre le placent dans une position privilégiée pour surveiller et analyser les risques et les vulnérabilités dans la région CEDEAO, et ce, à travers les domaines clés de la sécurité humaine.

La CEDEAO a joué, et continue de jouer, un rôle crucial dans la surveillance des menaces à la sécurité humaine qui pèsent sur toute la région, notamment les systèmes de conflit sahélo-saharien, du fleuve Mano, du golfe de Guinée, du lac Tchad et en Sénégambie dans le but d'améliorer la réponse en matière de prévention et de gestion de l'escalade des conflits.

Au-delà de l'étroite focalisation sur le conflit violent uniquement, et conformément à son mandat de promotion de l'intégration socioéconomique et politique de la sous-région, la CEDEAO applique une perspective de sécurité humaine en vue d'améliorer le bien-être de la population conformément à la Vision 2020 de la CEDEAO. Le présent rapport met donc en évidence les risques, les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience à travers cinq dimensions (démographie, économie, sécurité, gouvernance et État de droit) aux niveaux national et infranational.

Chaque rapport d'ERVP constitue une kyrielle de points de vue et d'expériences des parties prenantes concernées, notamment les dirigeants communautaires, la société civile, les responsables administratifs, les agents de sécurité, les chefs traditionnels et religieux, pour n'en citer que quelques-unes. De ce fait, le rapport d'ERVP se veut un document stratégique qui fournit une vue d'ensemble des défis en matière de sécurité humaine dans chaque État Membre de la CEDEAO ainsi que des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui peuvent aider à relever ces défis.

Nous espérons que le présent rapport sera utile à la planification stratégique dans le cadre de la résolution des problèmes de sécurité humaine et qu'il fournira des éclaircissements à une multitude de parties prenantes, notamment les responsables politiques et les décideurs des secteurs public et privé en vue d'un engagement dans la région qui tienne compte des conflits.

Dr Abdou Lat Gueye
Directeur de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO

Résumé analytique

De 2016 à 2019, la CEDEAO a recueilli des données quantitatives et qualitatives au Bénin pour mieux comprendre les vulnérabilités structurelles existantes et la manière dont ces vulnérabilités affectent la vie quotidienne des personnes et des communautés. Cette recherche a été effectuée en collaboration avec le projet REWARD (Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre d'une évaluation plus large de l'ensemble de la région ouest-africaine. Dans le cadre de ce processus, une série de discussions de groupe et d'entretiens a été menée en décembre 2017 au Bénin afin de contextualiser les résultats et d'en savoir plus sur les facteurs de résilience qui atténuent les risques et favorisent la sécurité humaine. L'objectif de ce rapport est de résumer ces idées et perspectives, afin que les acteurs nationaux puissent tirer parti de leurs succès, et également de servir de base de référence pour le suivi des constats et tendances de la CEDEAO. Le rapport fournit une vue d'ensemble des vulnérabilités, des risques et des facteurs de résilience nationaux et infranationaux, ainsi que des conclusions et des recommandations.

L'ERVP a été menée par la CEDEAO pour mettre à jour et développer les rapports nationaux d'évaluation des risques de conflit (ERC) 2013-2014. Afin de mieux comprendre les constats et tendances infranationaux, la conception de la recherche a commencé par une étude documentaire comprenant une analyse des réseaux sociaux basée sur une enquête auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans le pays et une identification des experts à consulter pendant le travail sur le terrain. Cette étude a été suivie d'une analyse des constats et tendances des dynamiques d'escalade par le système d'information géographique (SIG) et d'une analyse quantitative des vulnérabilités structurelles

relatives par pays et par pilier de la sécurité humaine.

Au Bénin, des niveaux de vulnérabilité modérés ont été constatés dans les domaines de l'économie/des ressources, de la politique/de la gouvernance et de la population/démographie, tandis que des niveaux de vulnérabilité plus faibles ont été constatés dans le domaine de l'État de droit et de la sécurité.

Les défis à relever sont notamment la dépendance à l'égard de l'économie nigériane, le chômage des jeunes, la marginalisation économique des femmes, les disparités régionales en matière d'infrastructures et de prestation de services, la dégradation de l'environnement et les pressions démographiques et migratoires. Les perceptions de la corruption, les préjugés à l'égard des riches et des personnes politiquement connectées au sein du système judiciaire, les controverses sur les récentes réformes politiques et économiques, ainsi que la criminalité et les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont également été identifiés comme ayant un impact négatif sur la sécurité humaine au Bénin.

Cependant, il existe de solides facteurs de résilience sociale et institutionnelle pour une résolution efficace des conflits et la consolidation de la paix au Bénin. Les organisations de la société civile (ONG), les groupes de femmes et les médias ont joué un rôle essentiel dans les initiatives de sensibilisation, de plaidoyer et de consolidation de la paix. Les chefs religieux, le conseil des sages et d'autres dirigeants se sont également avérés efficaces pour atténuer les risques et les vulnérabilités identifiés dans le présent rapport. Les acteurs non étatiques de la sécurité, tels que les groupes de surveillance de quartier, ont été considérés comme contribuant de manière positive à la sécurité dans le pays. Enfin, dans un environnement économique difficile, le marché

nigérian et le secteur informel se sont avérés essentiels pour garantir les moyens de subsistance.

Le rapport suivant vise à fournir une vue d'ensemble afin que les acteurs régionaux et nationaux puissent avoir un aperçu clair des défis auxquels le pays est confronté, ainsi que des capacités qui peuvent être mises à profit et développées pour la promotion d'une sécurité humaine durable au Bénin.

Bien que les données relatives aux risques/incidents fluctuent naturellement et puissent donc avoir changé depuis la publication de ce rapport, les vulnérabilités structurelles reflètent les tendances à moyen et long terme. Ces rapports se concentrent sur l'identification des vulnérabilités et des résiliences structurelles, et sur la manière dont elles peuvent avoir un impact sur les événements au fil du temps.

Introduction

Processus de recherche

L'ERVP évalue les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience sociale et institutionnelle selon cinq piliers de la sécurité humaine, tels qu'identifiés par la CEDEAO dans un document d'orientation datant de 2016¹. Ces piliers se déclinent comme ci-après : 1) économie et ressources ; 2) politique et gouvernance ; 3) population et démographie ; 4) État de droit ; et 5) sécurité. Les constatations consignées dans le présent rapport décrivent la manière dont les risques découlent des vulnérabilités dans le contexte du Bénin, tant au sein des cinq piliers qu'entre eux. En reconnaissance du fait que les conflits violents ont des facteurs sociaux, économiques, politiques et de sécurité sous-jacents, mais s'expriment différemment en fonction du contexte, nous avons eu recours à un cadre holistique de sécurité

humaine dans le cadre de la présente évaluation, qui sera utilisé pour les ERVP dans tous les États membres de la CEDEAO. En outre, l'analyse fait également ressortir les considérations de genre et les facteurs externes en tant que questions transversales que l'on doit comprendre pour assurer une alerte précoce et une réponse efficace².

Comme l'illustre le graphique ci-dessous, la recherche a été menée en trois phases principales, à savoir : l'étude documentaire, la recherche sur le terrain, ainsi que l'analyse et la validation.

Phase 1 : Étude documentaire

L'étude documentaire comportait une évaluation préliminaire des vulnérabilités structurelles, des risques induits par les événements et des facteurs de résilience sociale et institutionnelle.



¹ Le Document de cadrage de la Direction de l'Alerte précoce (EWD) a été élaboré par la CEDEAO pour aider à éclairer le processus d'ERVP, et comporte les piliers de sécurité humaine identifiés sur la base d'approches fondées sur les meilleures pratiques, telles que les

directives de l'ECOWARN et le Cadre de l'Agence néozélandaise pour le développement international (NZAIID).

² Le Document de cadrage de la CEDEAO sur « L'Évaluation des risques dans cinq pays pilotes de la CEDEAO, à savoir : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Libéria et le Mali. »

Pour l'évaluation des vulnérabilités structurelles, la recherche s'est appuyée sur des données provenant de douzaines de sources, y compris les Rapports de situation d'ECOWARN (SitReps). Sur la base de ces ensembles de données préexistants³, un indice d'ERVP a été créé et a servi à mesurer les niveaux relatifs de vulnérabilité dans cinq dimensions de la sécurité humaine au Bénin.

Pour l'évaluation des risques induits par les événements, les données sur les événements, y compris celles tirées des rapports d'incident d'ECOWARN (IncReps), ont fait l'objet de triangulation avec les données du Projet de localisation des événements de conflits armés (ACLEDA), afin de déterminer les lieux et le type de problèmes conflictuels au niveau infranational de façon diachronique. Le recours à des sources multiples a permis de procéder à la validation croisée, de combler les lacunes et d'identifier les tendances des indicateurs et des sous-indicateurs à l'aide de requêtes et de recherches par mots clés.

Pour l'évaluation des facteurs de résilience sociale et institutionnelle, une enquête a été menée auprès de tous les contacts de la CEDEAO dans le pays pour en savoir davantage sur les acteurs de la paix et de la sécurité qui s'emploient à gérer et à réduire les risques et les vulnérabilités dans le pays. Les personnes interrogées (au nombre desquelles figurent des représentants d'institutions religieuses, d'acteurs du secteur public, de la société civile, de groupes de jeunes et d'acteurs du développement, entre autres) ont également été invitées à indiquer les organisations avec lesquelles elles ont travaillé en partenariat au cours des deux dernières années sur les questions de paix et de sécurité. Les données ont ensuite été téléchargées sur une Carte du réseau des parties prenantes en vue d'une analyse quantitative, afin d'identifier les points d'appui, les sphères

d'influence et le capital social. Sur la base de cette analyse, nous avons identifié les experts techniques clés qui ont été contactés pour la phase suivante de la recherche.

Phase 2 : Recherche sur le terrain

La recherche sur le terrain a débuté par un atelier de cadrage à Cotonou. En s'appuyant sur la Carte du réseau des parties prenantes, des experts techniques ayant un réseau très dense ont été réunis dans le cadre d'un atelier visant à valider les constatations initiales de l'étude documentaire et à suggérer une voie à suivre pour l'analyse qualitative sur le terrain. L'Atelier de cadrage a également servi à adapter et à mieux faire connaître les questions de recherche plus générales ainsi que les instruments et les questionnaires d'entretien avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussion (GD) en fonction du contexte local. En outre, l'Atelier de cadrage a également permis d'obtenir des références et des contacts pour les acteurs clés et les parties prenantes sur le terrain qui seraient consultés lors des EIC et des GD au cours des deux semaines suivantes. Ainsi, la phase de l'étude documentaire a-t-elle permis d'éclairer les questions de recherche qui nécessitaient une contextualisation et une validation plus poussées sur le terrain, ainsi que l'échantillon des personnes à interroger (ce qui a été demandé, où et à qui).

Une équipe d'experts et de chercheurs a ensuite réalisé une évaluation dans le pays entre le 4 et le 13 décembre 2017 avec des participants issus des départements d'Alibori, du Borgou, du Littoral et du Plateau. L'équipe s'est rendue dans les différents points névralgiques identifiés dans l'étude documentaire et validés lors de l'atelier de cadrage pour interviewer les principales parties prenantes touchées par la violence, connaissant le contexte local et disposant de capacités locales. Cette

³ Les sources de données utilisées dans l'élaboration de l'indice d'ERVP sont notamment Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, la base de données sur la localisation et les événements

des conflits armés, la Banque mondiale, le Centre d'études de la sécurité ETH Zurich, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, le niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations unies et l'Institut pour l'économie et la paix.

équipe était composée des représentants des Directions de l'Alerte précoce (EWD) et des Affaires politiques (DPA) de la CEDEAO, ainsi que des participants issus de l'USAID et des experts affiliés. Les EIC et les GD organisés dans le cadre de cette évaluation dans le pays ont permis de recueillir des données et des informations qualitatives concernant divers points de vue sur les vulnérabilités structurelles, les facteurs de risque induits par les événements et les facteurs de résilience sociale et institutionnelle liés aux différents problèmes conflictuels dans l'ensemble du pays. Ces transcriptions ont été compilées et rationalisées pour réduire les doublons et les imprécisions, et classées par rubriques pour l'analyse et la priorisation pendant la phase 3.

Phase 3 : Analyse et validation

Après la validation et la contextualisation sur le terrain des données quantitatives, du SIG et d'enquête, la collecte, la structuration et la synthèse des données qualitatives, le présent rapport a été rédigé puis validé par la CEDEAO et l'USAID. Ce rapport servira de référence et de ressource pour des produits d'alerte précoce plus ciblés et pour l'analyse/la planification, en vue d'une prévention stratégique et opérationnelle de l'insécurité humaine au Bénin ainsi que des systèmes de conflits associés de façon plus général.

Terminologie et définitions conceptuelles

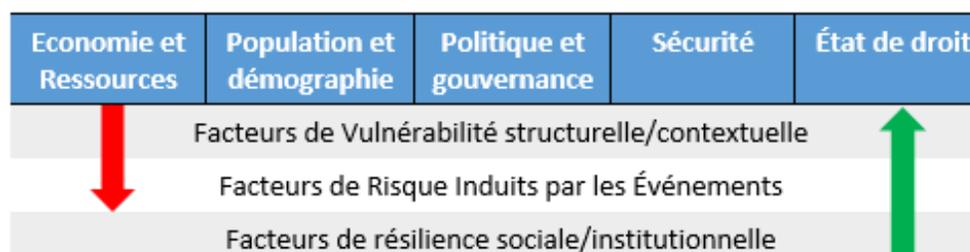
Dans la présente ERVP :

« **Vulnérabilité** » se définit comme tout facteur structurel susceptible d'être un facteur de conflit. Il peut s'agir de facteurs tels que le chômage des jeunes, la pauvreté, les inégalités, le climat, le favoritisme, les facteurs démographiques, etc.

« **Risque** » est défini comme tout facteur induit par tout événement qui pourrait être un déclencheur de conflit. Au nombre des facteurs de risque, l'on peut citer les controverses particulières ou des événements, tels les élections ou les catastrophes qui peuvent se produire.

« **Résilience** » est entendue au sens de tout facteur social ou institutionnel qui peut aider à atténuer ou à gérer les risques et les vulnérabilités. Il s'agit notamment des responsables politiques, culturels et communautaires jouissant d'un important capital social pour influencer de manière constructive sur la dynamique des conflits. L'on peut citer à cet effet le secteur public, le secteur privé, les institutions religieuses, la société civile, les leaders d'opinion, les agents de développement, etc. Les facteurs de résilience peuvent inclure les institutions qui jouent un rôle stabilisateur à court, moyen ou long terme.

L'analyse de l'ERVP a été menée conformément au cadre décrit dans la figure ci-dessous, selon lequel les facteurs de risque induits par les événements découlent des vulnérabilités structurelles (selon la flèche rouge pointant vers le bas) tandis que les facteurs de résilience sociale et institutionnelle atténuent et préviennent ces risques et



vulnérabilités (selon la flèche verte pointant vers le haut).

Pour la CEDEAO, ce cadre est d'autant plus utile qu'il est aligné sur le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC), qui est un outil stratégique visant à renforcer l'architecture de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. Les éléments clés du CPCC sont les catégories de la « **Prévention opérationnelle** », c'est-à-dire les mesures applicables en cas de crise ; et, de la « **Prévention structurelle** », c'est-à-dire les mesures qui permettent de faire en sorte que les crises ne surviennent pas ou ne se reproduisent pas. Le cadre de l'ERVP est aligné sur le CPCC, de sorte que les facteurs de vulnérabilité identifiés doivent être atténués par les mesures de prévention structurelle et les facteurs de risque par les mesures de prévention opérationnelle. Cet alignement est important pour la pertinence et l'applicabilité du présent rapport par les utilisateurs en Afrique de l'Ouest.

Revue de la littérature

Une approche d'alerte précoce centrée sur l'humain

Dans la littérature universitaire, le prisme de la sécurité humaine en ce qui concerne l'alerte précoce des conflits est en mutation par rapport aux approches plus centrées sur l'État qui étaient en vogue dans les années 80 et 90. En effet, par le passé, l'alerte précoce était axée sur la prévention et l'atténuation des conflits entre États. Dans la période de l'après-guerre froide, marquée par une recrudescence des conflits intra-étatiques, l'alerte précoce a porté principalement sur l'identification des facteurs et des impacts des conflits civils sur les États. À cette époque, l'analyse était axée sur une terminologie telle que « l'effondrement » et « la faillite » de l'État, mettant ainsi l'accent sur les impacts pour les pays ou régions voisines et perpétuant dans le même temps un paradigme

comparatif de pauvreté et de faible croissance économique ainsi que de conflit, par opposition aux pays plus développés⁴.

Toutefois, à mesure qu'une approche plus interdépendante de la sécurité humaine et mondiale se faisait jour dans les années 2000, les conceptions de la fragilité de l'État et de l'analyse des conflits ont évolué en approches tant d'aide au développement que de politiques. Comme l'indique le Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (CRGDS), « De manière générale, la fragilité résulte d'une interaction dynamique entre des facteurs internes (notamment les conflits violents, la pauvreté, la conjoncture économique et structurelle, la défaillance des institutions formelles) et des facteurs externes (notamment l'économie politique internationale, l'insécurité régionale et mondiale)⁵. Sans faire abstraction du rôle de l'État en tant que principal instrument de gestion et de prévention des conflits, l'approche centrée sur l'humain se penche d'abord et avant tout sur l'impact des facteurs de conflit à caractère démographique, économique, politique et sécuritaire sur les individus et les communautés, ainsi que sur le rôle qu'un large éventail de facteurs sociaux et institutionnels jouent dans la prévention des conflits. Ainsi, le cadre de la sécurité humaine fournit-il une approche holistique pour comprendre les différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques.

Selon le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, l'approche de la sécurité centrée sur l'humain se décline en cinq principes : 1) *mesures centrées sur l'individu*, mettant l'accent sur la protection des libertés fondamentales de l'être humain ; 2) *mesures multisectorielles*, englobant une large

⁴ « Définir et mesurer la fragilité des États : une nouvelle proposition », Ferreira, I., La Conférence annuelle de la Banque sur l'Afrique, juin 2015

⁵ « Guide thématique sur les États fragiles », McLoughlin, C., Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (CRDSU), août 2009

compréhension des menaces et des causes de l'insécurité ; 3) *mesures globales*, prenant en compte les différents types de sécurité de l'individu, allant de la sécurité économique à la sécurité sociale ; 4) *mesures spécifiques au contexte*, soulignant la nécessité d'analyser les contextes spécifiques des conflits et les causes profondes de l'insécurité ; et 5) *mesures préventives*, mettant l'accent sur des mesures de prévention et d'atténuation des risques adaptées au contexte local par le biais de mécanismes d'alerte précoce⁶. Cette focalisation sur les questions transversales ainsi que l'analyse et la réponse spécifiques aux situations sont au cœur du processus d'ERVP et des objectifs plus généraux d'alerte précoce et de réponse intégrée en cas de conflit de la part de la CEDEAO et de ses partenaires. Pour les ERVP, il s'agit d'identifier les risques de conflit, les vulnérabilités et les résiliences au niveau de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine que sont la population et la démographie, la politique et la gouvernance, la sécurité, l'économie et les ressources, et l'État de droit.

De nombreux indices et cadres de développement ont été développés pour mesurer la résilience et la fragilité. Ils vont de l'*Indice des États fragiles* établi par le Fund for Peace⁷ jusqu'à l'*Indice de gouvernance de la Fondation Mo Ibrahim*⁸ en passant par l'Indice de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA)⁹ de la Banque mondiale. Actuellement, des acteurs de premier plan du développement international et des organismes multilatéraux, tels que l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et la BAD ont également élaboré des stratégies, des domaines de pratique et des outils qui visent à s'attaquer aux facteurs de fragilité. La BAD, par exemple, dispose d'une *Stratégie de lutte*

contre la fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique pour la période 2014-2019, qui met l'accent sur le renforcement des capacités de ses États membres et sur les « situations de fragilité plutôt que sur les États fragiles exclusivement ». ¹⁰

Comme le souligne toutefois la Stratégie de la BAD, « il n'existe pas de solution universelle ni de « boîte à outils » prédéfinie pour s'attaquer à la fragilité ». ¹¹ Les conceptions universitaires et politiques plus anciennes de la « faillite de l'État » reposaient sur une analyse axée sur les « conceptions traditionnelles de la sécurité centrées sur l'État qui mettaient principalement l'accent sur la sécurité des États face à l'agression militaire », comme énoncé dans un document publié en 2009 par l'Unité de sécurité humaine des Nations Unies. Les modèles d'analyse plus récents ont adopté une perspective plus large de la sécurité humaine, « en réponse à la complexité et à l'interdépendance des menaces à la sécurité tant anciennes que nouvelles – allant de la pauvreté chronique et persistante aux crises économiques et financières soudaines, en passant par la violence ethnique, la traite des êtres humains, le changement climatique, les pandémies et le terrorisme international. Ces menaces ont tendance à prendre des dimensions transnationales et à aller au-delà des conceptions traditionnelles de sécurité qui mettent exclusivement l'accent sur les agressions militaires extérieures. » ¹²

Par conséquent, une approche centrée sur l'humain, par opposition à une approche centrée sur l'État, est importante pour analyser les risques et les vulnérabilités de la société en vue de mettre en place des mécanismes robustes d'alerte précoce. La sécurité humaine fournit une approche holistique permettant de comprendre les

⁶ « La sécurité humaine dans la théorie et en pratique », Unité de la sécurité humaine, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Nations Unies, janvier 2009

⁷ Indice des États fragiles, Fund for Peace,

⁸ Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA), Banque mondiale et Banque africaine de développement (BAD)

⁹ Indice Ibrahim de la gouvernance africaine, Fondation Mo Ibrahim

¹⁰ « S'attaquer à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique, 2014 – 2019 », BAD

¹¹ Ibid.

différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques. En tant que telles, les ERVP visent à tirer parti des aspects les plus dynamiques et interdépendants des risques et des vulnérabilités, qui examinent les capacités et les pressions au sein d'une société donnée en vue d'identifier les vulnérabilités structurelles, les résiliences et les risques au niveau des principaux piliers de la sécurité humaine. Selon la définition de l'Assemblée générale des Nations Unies, « la sécurité humaine a pour objet d'aider les États membres à cerner les problèmes communs et généralisés qui compromettent la survie, les moyens de subsistance et la dignité de leurs populations et à y remédier ». ¹³ Cette approche s'inscrit également en droite ligne dans la Vision 2020 de la CEDEAO qui vise à promouvoir la paix, la prospérité et la cohésion dans toute la région ¹⁴ et met notamment l'accent sur le renforcement de nombreux aspects de la sécurité humaine au sein des États membres.

Questions de recherche

Sur la base des constatations initiales tirées de l'étude documentaire, l'équipe a élaboré une série de questions d'orientation réparties selon les cinq piliers de la sécurité humaine. Ces questions n'ont pas été explicitement posées sur le terrain, mais ont plutôt sous-tendu la conception des instruments d'entretiens avec les informateurs clés (EIC) et des groupes de discussion (GD). Ces instruments comprenaient des questions simples et ouvertes visant à susciter une discussion au cours de laquelle les personnes interrogées pourraient exprimer leurs opinions, partager leurs expériences et perceptions sur la façon dont elles ont été affectées par les facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au Bénin.

Économie et ressources : Dans quelle mesure la volatilité des prix des produits de base a-t-elle eu un impact négatif sur les groupes les plus vulnérables ? Dans quelle mesure la récente récession économique au Nigeria a-t-elle eu une incidence sur le Bénin ? Cela a-t-il été un facteur d'insécurité alimentaire ou de conflit ? Existe-t-il des disparités entre les zones urbaines et rurales en termes de prestation de services ? Quel rôle les femmes jouent-elles dans l'économie ? Quel rôle les jeunes jouent-ils dans l'économie ? Quel rôle les activités économiques illicites (y compris la contrebande transfrontalière) jouent-elles dans l'économie locale et nationale ? Quel rôle la gestion des ressources naturelles et le régime foncier jouent-ils dans la cohésion sociale ? Dans quelle mesure les effets du changement climatique ont-ils eu un impact sur l'économie et la sécurité alimentaire ?

Population et démographie : Quel rôle les femmes jouent-elles dans la vie sociale, économique et politique ? Quel rôle les jeunes jouent-ils dans la vie sociale, économique et politique ? Une population disproportionnellement forte de jeunes privés de leurs droits met-elle à rude épreuve les ressources urbaines ou les services publics ? Dans quelle mesure la fracture Nord-Sud affecte-t-elle la cohésion sociale ? Comment caractériseriez-vous les relations entre les groupes ethniques et religieux ? Dans quelle mesure les paramètres géographiques (par exemple, l'opposition entre les régions rurales et urbaines, le Nord et le Sud) ont-ils une incidence sur l'accès aux services sociaux et à l'infrastructure ? Quelle est l'efficacité de la planification familiale en termes d'accès et de politique ? Quelle est la prévalence du mariage précoce ?

Politique et gouvernance : Quel rôle les femmes jouent-elles en politique et dans la prise de décisions ? Quel rôle les jeunes jouent-ils en politique et dans la prise de décisions ? Quel rôle les groupes de la société civile, les médias et les

¹³ Résolution n° 66/290 de l'Assemblée générale, octobre 2012

¹⁴ Vision 2020 de la CEDEAO, Vers une communauté démocratique et prospère, CEDEAO, juin 2010

mouvements sociaux jouent-ils en politique ? Dans quelle mesure les perceptions de corruption et de népotisme au sein de l'administration publique sapent-elles la légitimité des institutions étatiques et le processus électoral ? Existe-t-il des tensions ou préoccupations politiques au sujet des élections législatives de 2019 ou des élections présidentielles de 2021 ?

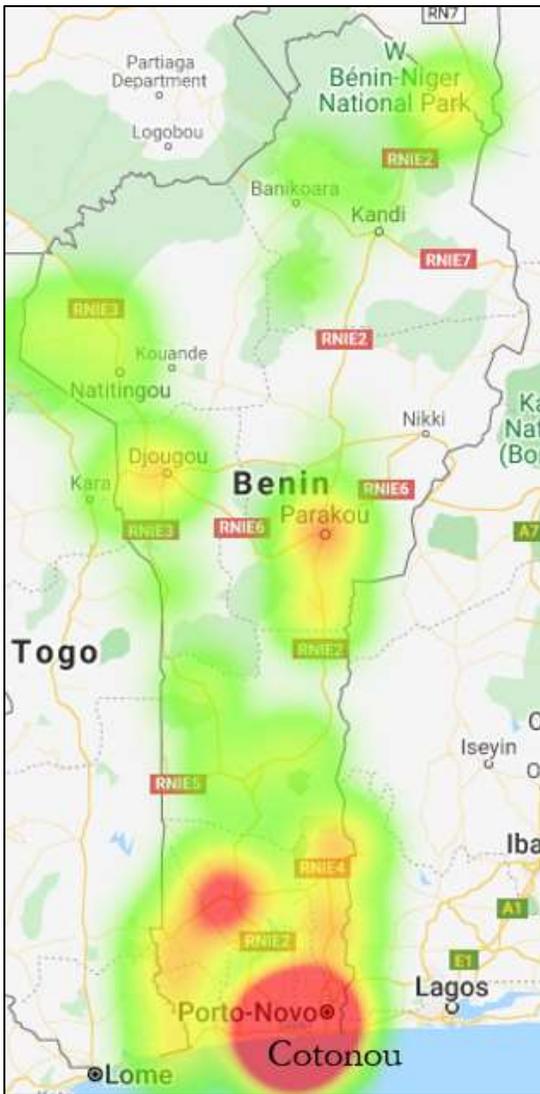
État de droit : Dans quelle mesure le pouvoir judiciaire est-il indépendant de l'exécutif ? Quel rôle le pouvoir judiciaire joue-t-il en ce qui concerne les questions de justice et d'impunité ? Les services juridiques et judiciaires sont-ils accessibles dans tout le pays ? S'appuie-t-on sur des mécanismes de règlement extrajudiciaire/traditionnel des conflits ? Dans quelle mesure les communautés comptent-elles sur la police et les forces de sécurité pour assurer la justice ? Dans quelle mesure les droits des femmes sont-ils protégés dans la pratique ?

Sécurité : Quel rôle les forces de sécurité jouent-elles dans la gestion ou l'aggravation des troubles politiques et de la criminalité ? Sont-elles légitimes, représentatives et professionnelles ? Existe-t-il d'autres facteurs de conflit, tels que les conflits fonciers, la succession ou l'héritage, ou la concurrence pour le contrôle des ressources ? Quel rôle les communautés ou les acteurs non étatiques jouent-ils dans l'offre de service de sécurité ? Existe-t-il des tensions politiques, communautaires ou sectaires qui pourraient constituer une menace à la sécurité ? Dans quelle mesure les marchés illicites (par exemple, le trafic de drogue) ont-ils contribué aux problèmes de criminalité et de violence ? Existe-t-il des menaces transfrontalières, maritimes ou transnationales ?

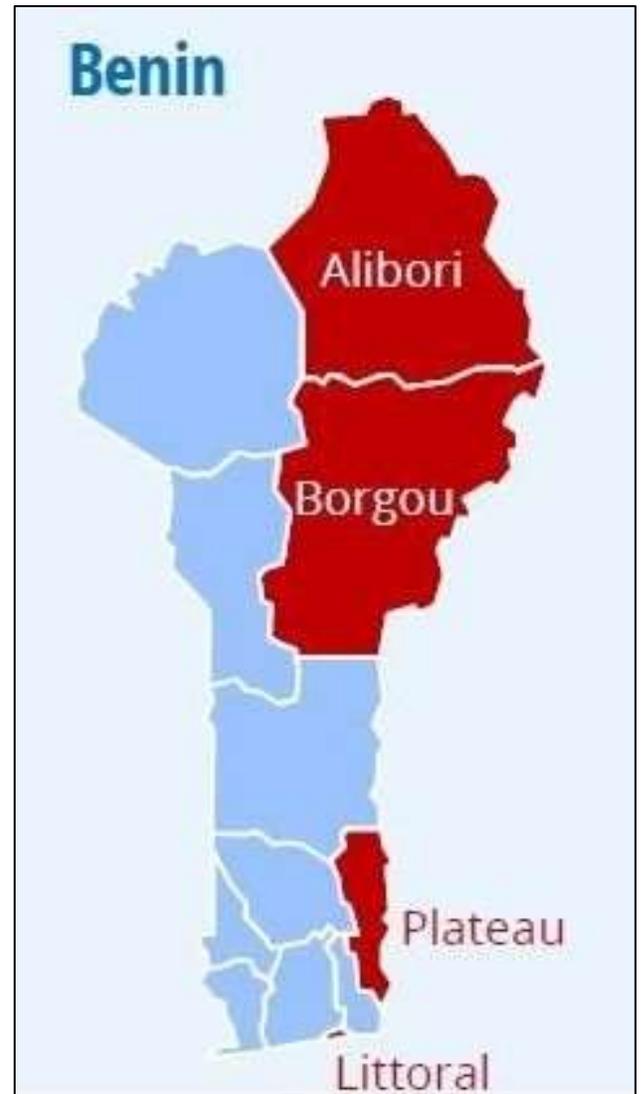
Description de l'échantillon

Les données recueillies et analysées aux fins du présent travail de recherche comprenaient des centaines de rapports de situation et des rapports d'incidents d'ECOWARN, ainsi que des données sur

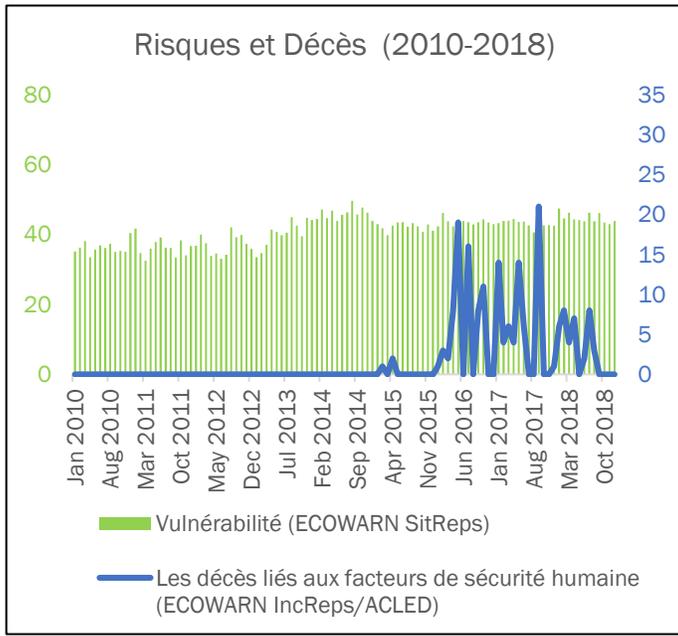
les événements du Projet de localisation des événements des conflits armés (ACLED), une enquête d'orientation, des transcriptions et des notes des groupes de discussion (GD) et des entretiens avec les informateurs clés (EIC) sur le terrain. Au nombre des autres sources, intégrées pour créer un indice de vulnérabilité (Indice d'ERV), on peut citer Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, la base de données de l'ACLED, la Banque mondiale, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, le Niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations Unies et l'Institut pour l'économie et la paix. Une liste complète figure à l'Annexe A.



La carte des foyers de tension ci-dessus montre les points névralgiques qui ont enregistré les Incidents liés à la sécurité humaine entre 2015 et 2018.



La carte montre les localités où le travail sur le terrain a été effectué en décembre 2017.



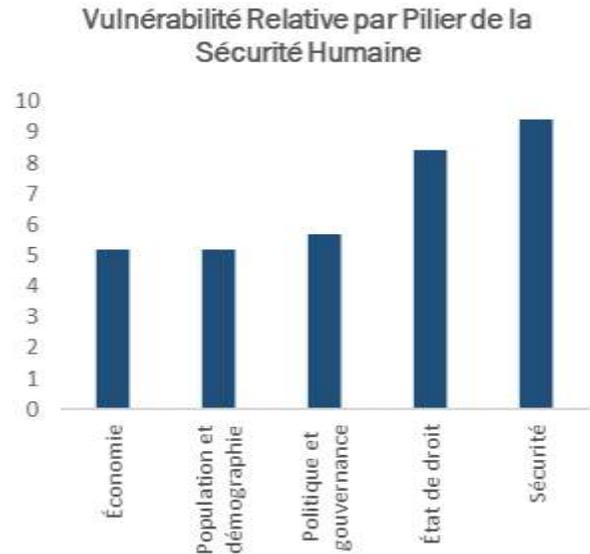
Le graphique ci-dessus montre les tendances en matière de risque par rapport à la vulnérabilité. L'axe vertical à gauche (0-80) montre le niveau de vulnérabilité avec un score plus de 60, reflétant des niveaux de vulnérabilité plus élevés. L'axe vertical sur la droite (0 à 35) indique le nombre de décès par mois liés aux incidents de sécurité humaine.

Analyse des données

Les données d'ECOWARN montrent que la vulnérabilité au Bénin est restée relativement stable, mesurée sur la base d'une moyenne mensuelle du score global des rapports de situation de 2010 à 2017. En octobre 2010, des dizaines de personnes ont perdu la vie dans les pires inondations que le pays a connu depuis des décennies. Par la suite, en 2016 et en 2017, il a été enregistré une hausse du nombre de décès liés à la violence entre agriculteurs et éleveurs.

L'indice d'ERVp indique qu'au Bénin, les piliers de la sécurité humaine qui affichent les niveaux les plus élevés de vulnérabilité sont le pilier « économie et ressources » suivi du pilier « population et démographie ». Ces constatations ont été situées dans leurs contextes par les personnes interrogées sur le terrain qui ont mis l'accent sur les pressions économiques comme étant essentielles à la promotion d'une paix

durable au Bénin. En général, la sécurité et l'État de droit étaient relativement robustes par rapport aux autres pays de la région. Dans le graphique ci-dessous, plus le score sur l'axe des ordonnées (0 à 10) est faible, plus le pilier de la sécurité humaine est vulnérable.



Au cours des deux dernières années, les données sur les événements du SIG montrent les points névralgiques, les schémas et tendances au niveau infranational, notamment les incidents impliquant des affrontements entre agriculteurs et éleveurs dans les départements d'Alibori et du Plateau, un conflit entre rois dans le Borgou et des inondations dans le Mono, à Alibori et dans la région du Plateau. Une recherche sur le terrain a été entreprise, afin de nuancer et de situer dans leur contexte ces constatations par le biais d'entretiens avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussions (GD).

Portée et limites de l'étude

Le présent rapport vise à superposer, trianguler et juxtaposer des données quantitatives, des données de SIG et des données qualitatives de façon précise, significative et représentative. Toutefois, au nombre des limites de cette analyse figure l'intervalle de deux ans pour les données sur les événements/du SIG et celui de sept ans pour

les rapports de situation d'ECOWARN. S'il y a des cycles de conflit qui n'entrent pas dans le champ de ces paramètres, la capacité d'analyser ces tendances sera limitée dans le présent rapport. Par ailleurs, le présent travail de recherche visait à assurer la représentativité de l'échantillon de parties prenantes impliquées au travers des EIC (24 personnes de premier plan) et des GD (12 groupes de discussion). Dans la mesure où ces parties prenantes étaient représentatives, elles ont apporté une contextualisation et une validation importantes à la recherche documentaire.

La portée et les limites s'appliquent également à l'utilisation et au but de l'étude. Le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) porte principalement sur deux domaines. Les rapports d'ERVVP sous-tendent les objectifs du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC). Ils identifient, en particulier, les vulnérabilités dans l'ensemble des piliers de la sécurité humaine dans le but de guider la prévention structurelle. Telle que définie dans le CPCC, cette dernière recouvre « les réformes politiques, institutionnelles (de gouvernance) et de développement, le renforcement des capacités et le plaidoyer en faveur de la culture de la paix ». Certes, le présent rapport peut également servir à éclairer la prévention opérationnelle, qui comprend « l'alerte précoce, la médiation, la conciliation, le désarmement et le déploiement préventifs par des moyens interactifs, tels que les missions de bons offices et la Force en attente de la CEDEAO », mais il vise principalement à identifier les domaines clés de vulnérabilité structurelle aux niveaux national et infranational aux fins de la planification stratégique par la CEDEAO et d'autres partenaires intervenant dans les domaines de la paix et de la sécurité. Toutefois, dès lors que la prévention opérationnelle peut s'appuyer sur les schémas et les tendances des facteurs de risques induits par les événements mis en exergue dans le présent rapport, l'ERVVP devrait servir d'analyse de référence des dynamiques qui font l'objet d'une surveillance diachronique étroite. Ainsi, en plus d'éclairer la planification stratégique se rapportant

aux questions de vulnérabilité structurelle, l'ERVVP sous-tendra également les produits d'alerte précoce tels que les rapports de situation hebdomadaires, mensuels et trimestriels qui informent les analystes et les personnes interrogées potentielles sur l'aggravation du risque de conflit à l'aune d'un ou de plusieurs indicateurs, et proposera des recommandations par rapport à la réponse à apporter. Les rapports d'ERVVP peuvent également servir de base à des études de cas plus détaillées sur les risques, les vulnérabilités et les résiliences identifiés pour un pays d'intérêt ou faisant l'objet de préoccupation.

S'il est vrai que de nombreux rapports qui s'attellent à identifier les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience se concentrent presque exclusivement sur le niveau national, la CEDEAO entend soutenir une infrastructure d'alerte précoce et de réponse plus décentralisée dans l'ensemble de la région. À ce titre, les rapports d'ERVVP tiennent également compte de la dynamique au niveau infranational. Ces facteurs infranationaux sont essentiels à prendre en compte car ils permettent aux analystes et aux intervenants potentiels de comprendre le contexte dans lequel des événements précis (risques) se produisent, ce qui peut être très différent du contexte national. Une cartographie des risques, des vulnérabilités et des résiliences au niveau infranational peut également contribuer à sous-tendre les stratégies de collaboration au niveau local en vue de la prévention structurelle, en particulier, tel que défini par le CPCC, en prenant « des mesures visant à s'assurer que les crises ne surviennent pas, le cas échéant, qu'elles n'éclatent pas à nouveau ».

Enfin, comme l'a également relevé le CPCC, les conflits en Afrique de l'Ouest tendent à entretenir des liens très étroits, ce qui donne souvent lieu à des cycles de violence qui outrepassent les frontières et peuvent maintenir les pays empêtrés dans des situations de conflit pendant des décennies. Les rapports d'ERVVP, qui couvrent l'ensemble des quinze États membres de la

CEDEAO, sont également utiles pour aider à éclairer et à comprendre la dynamique des systèmes de conflits régionaux spécifiques, tels que ceux qui se produisent à l'échelle du fleuve Mano et à travers le Sahel. Ces systèmes de conflits régionaux sont influencés et intimement liés les uns aux autres non seulement aux plans historique et culturel, mais aussi en termes de vulnérabilités structurelles qui engendrent des risques et donnent lieu au bout du compte à l'éclatement de la violence, décennie après

décennie. Ainsi les rapports d'ERVVP offrent-ils la possibilité de percevoir non seulement les facteurs nationaux et infranationaux spécifiques qui conduisent à une vulnérabilité structurelle et à l'aggravation du risque, mais aident aussi à mettre en relief la nature des systèmes de conflits régionaux et la nécessité d'une perspective holistique et systémique tant dans l'analyse que dans la réponse.

Contexte du pays

Anciennement connu sous le nom de Dahomey, le Bénin a obtenu son indépendance vis-à-vis de la France en 1960 et, pendant les 12 premières années de son indépendance, le pays a connu une importante volatilité politique. Après une série de coups d'État et de contrecoups militaires, Mathieu Kérékou prend le pouvoir en 1972 et transforme le pays en un État socialiste¹⁵. Le Parti de la révolution populaire d'inspiration marxiste devient le seul parti politique et Kérékou est nommé président en 1980.

Après un déclin économique à l'échelle nationale à la fin des années 80, et deux autres tentatives de coup d'État ainsi qu'un mécontentement grandissant au niveau national, Kérékou organise une conférence nationale avec la classe politique et la société civile en 1990, ce qui conduit le pays vers la démocratie¹⁶. Les premières élections multipartites du pays sont organisées en 1991 et Kérékou est battu aux élections présidentielles par Nicéphore Soglo. Kérékou revient toutefois au pouvoir suite aux élections de 1996 et est réélu pour un dernier mandat en 2001, bien que certains groupes d'opposition aient boycotté l'élection de 2001¹⁷.

Des élections présidentielles sont de nouveau organisées en 2006 et Thomas Boni Yayi a été élu président. Il est réélu en 2011, bien que l'opposition ait formulé des allégations de fraudes électorales.¹⁸ Bien que Yayi ait été félicité pour la mise en œuvre de certaines mesures anti-

corruption, sa présidence est également marquée par plusieurs scandales politiques très médiatisés. En 2010, les législateurs menacent de destituer Yayi pour sa participation présumée à un système de Ponzi¹⁹. Une autre controverse éclate en 2012, date à laquelle Yayi accuse l'éminent homme d'affaires et ancien allié Patrice Talon d'avoir tenté de l'empoisonner.²⁰ En 2013, un tribunal français refuse d'extrader Talon et, en mai 2014, Yayi abandonne les charges contre lui.²¹ Des tensions politiques éclatent également avant les élections de 2016 en raison des préoccupations suscitées par l'intention de Yayi de modifier la Constitution, afin de briguer un troisième mandat ; toutefois, en fin de compte, Yayi quitte le pouvoir après les deux mandats prévus par la Constitution.²²

En mars 2016, Patrice Talon est élu président avec 65 % des voix.²³ Au cours de la campagne, Talon promet de s'attaquer à la corruption et d'encourager la croissance économique. Il a déclaré également qu'il ne se représentera pas aux élections de 2021.²⁴

Aujourd'hui, le Bénin est considéré comme l'un des États politiquement stables et les plus démocratiques de la région. Les niveaux de violence politique demeurent faibles et les alternances du pouvoir ont été pacifiques depuis les premières élections multipartites en 1991. Bien qu'il existe un plus grand risque régional de terrorisme et que l'on note des préoccupations au sujet des répercussions de l'insécurité depuis le

¹⁵ « Décès à l'âge de 82 de Mathieu Kérékou, le dictateur qui a instauré la démocratie au Bénin », Roberts, S., *New York Times*, octobre 2015.

¹⁶ « Le phénomène des conférences nationales en Afrique francophone », Robinson, P., *Études comparatives sur la société et l'histoire*, juin 2010.

¹⁷ « Le Bénin vote enfin pour choisir son président », CNN, mars 2001.

¹⁸ « Le peuple béninois proteste contre les allégations de fraude électorale, 2011 », Base de données mondiale de l'action non-violente, février 2011.

¹⁹ « Le président béninois accusé d'avoir joué un rôle dans le système de Ponzi », Reuters, août 2010.

²⁰ « Complot d'empoisonnement du Président béninois Boni Yayi » : Trois personnes inculpées », *BBC*, octobre 2012.

²¹ « Rapport pays du Bénin », Indice de Transformation de la Fondation Bertelsmann (BTI), 2016.

²² « Les doutes sur un troisième mandat pèsent sur le vote lors des élections législatives au Bénin », Lewis, D., *Reuters*, avril 2015.

²³ « Pourquoi l'élection au Bénin a été une avancée vers la consolidation de la démocratie en Afrique. Et pourquoi elle ne l'a pas été », Roberts, T., *Washington Post*, mars 2016.

²⁴ « Un homme d'affaires prête serment en qualité de président du Bénin », *Reuters*, avril 2016.

Nigéria, la situation sécuritaire du Bénin est toutefois restée globalement stable ces dernières années.

Aujourd'hui, parmi les défis clés qui se posent au Bénin, l'on compte le fait d'encourager une croissance économique équitable et durable tout en faisant face à la croissance démographique et aux pressions climatiques. L'économie béninoise est essentiellement informelle et tributaire du commerce avec le Nigéria voisin, ce qui rend le pays vulnérable aux chocs exogènes et aux effets

de l'insécurité régionale.²⁵ La récente récession au Nigeria a eu un impact sur le commerce transfrontalier avec le Bénin, entraînant une hausse des prix et affectant l'emploi au Bénin.²⁶ Le manque d'opportunité de développement et d'emplois dans le secteur formel, couplés à la pression croissante pour le contrôle des terres et des ressources découlant des pressions démographiques et des effets du changement climatique, pourrait constituer des défis pour la sécurité et la cohésion sociale à l'avenir.

²⁵ « La Banque mondiale au Bénin : Vue d'ensemble du pays », Banque mondiale, avril 2018.

²⁶ « Les accords liés à la récession au Nigeria portent un coup au réseau de contrebande du Bénin », Carsten, P., *Reuters*, mars 2017.

Vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national

Sur la base d'une recherche documentaire réalisée à l'aide des ensembles de données d'ECOWARN et de l'ACLED, d'enquêtes auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans les régions clés du Bénin, des travaux de recherche sur le terrain comprenant des EIC et GD, ainsi que d'une analyse participative menée par l'équipe d'ERVP chargée de la recherche sur le terrain, des facteurs de risques, de vulnérabilités et de résilience suivants ont été identifiés au niveau national :

Vulnérabilités structurelles

Économie et ressources

- Absence de diversité économique, entraînant une dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance
- Exposition à la vulnérabilité de l'économie nigériane
- Porosité des frontières
- Commerce informel
- Disparités régionales en matière de développement et d'infrastructures
- Chômage et sous-emploi, en particulier chez les jeunes
- Autonomisation économique insuffisante des femmes
- Fluctuation du Naira

Population et démographie

- Taux élevé de chômage des jeunes
- Croissance démographique
- Fracture Nord-Sud
- Forte augmentation de la population de jeunes
- Faible taux de planification familiale
- Cas de mariages précoces
- Taux élevés de grossesses chez les adolescentes
- Taux élevé d'analphabétisme
- Questions liées au régime foncier
- Changement climatique

Politique et gouvernance

- Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décision politique
- Fracture Nord-Sud
- Manipulation des identités régionales par la classe politique
- Perceptions de népotisme et de corruption

État de droit

- Accès limité à la justice

Risques induits par les événements

- Méconnaissance des dispositions légales par la population
- Coût élevé des services juridiques
- Manque de ressources au niveau du système judiciaire
- Perceptions d'ingérence de l'exécutif, de corruption et de partialité dans le système judiciaire
- Sous-représentation des femmes dans le système judiciaire
- Système carcéral surpeuplé et doté de ressources insuffisantes

Sécurité

- Perceptions de corruption parmi les forces de sécurité
- Manque de ressources pour les forces de sécurité
- Porosité des frontières
- Transhumance
- Taux élevés de chômage et de pauvreté chez les jeunes

Économie et ressources

- Activités économiques illicites et contrebande transfrontalière
- Récession économique au Nigeria et dans les pays voisins
- Fermeture de la frontière entre le Bénin et le Nigeria
- Chocs extérieurs affectant l'économie nigériane
- Apparition de pathologies végétales et infestation parasitaire
- Insécurité alimentaire
- Inflation

Population et démographie

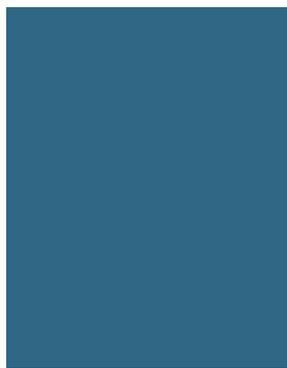
- Catastrophes naturelles, telles que les inondations et les régimes pluviométriques imprévisibles
- Epidémies
- Migration à la recherche d'opportunités à l'étranger
- Exode rural
- Disparité en matière de développement
- Conflits liés à la terre
- Dégradation de l'environnement
- Érosion côtière constante

Politique et gouvernance

- Communication insuffisante au sujet de l'utilisation des nouvelles cartes d'électeurs (RAVIP vs. LEPI)
- Perception de manipulation des identités ethniques

État de droit

- Cas de corruption au sein du système judiciaire
- Cas de justice populaire
- Cas d'impunité



Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Sécurité

- Violence basée sur le genre (VBG)
- Criminalité, telle que le trafic de drogue et la contrebande transfrontalière
- Conflits interreligieux
- Conflits liés aux ressources, en particulier entre éleveurs et agriculteurs
- Terrorisme
- Insécurité maritime

Économie et ressources

- Subventions de l'agriculture
- Réformes économiques
- Lutte contre la corruption
- Secteur informel dynamique
- Activités économiques transfrontalières
- Système économique de réexportation
- Systèmes de microfinance

Population et démographie

- Mise en œuvre des mesures d'urbanisme
- Culture de tolérance religieuse
- Cohésion sociale entre les groupes ethniques

Politique et gouvernance

- Organisations de la société civile (OSC) et organes de presse
- Transitions politiques réussies

État de droit

- Chefs locaux et traditionnels impliqués dans le règlement des conflits
- Règlement extrajudiciaire des différends (RED)
- Dispositions juridiques existantes pour renforcer l'État de droit

Sécurité

- Patrouille conjointe de la gendarmerie et de la police
- Sanction contre des agents de sécurité reconnus coupables d'inconduite
- Architecture de la sécurité maritime de la CEDEAO
- Police de proximité
- Force multinationale mixte (FMM) dans le bassin du lac Tchad
- « Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers »

Économie et ressources (Pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Absence de diversité économique, entraînant une dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance• Exposition à la vulnérabilité de l'économie nigériane• Porosité des frontières• Commerce informel• Disparités régionales en matière de développement et d'infrastructures• Chômage et sous-emploi, en particulier chez les jeunes• Autonomisation économique insuffisante des femmes• Fluctuation du Naira
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Activités économiques illicites et contrebande transfrontalière• Récession économique au Nigeria et dans les pays voisins• Fermeture de la frontière entre le Bénin et le Nigeria• Chocs extérieurs affectant l'économie nigériane• Apparition de pathologies végétales et infestation parasitaire• Insécurité alimentaire• Inflation

Vulnérabilités et risques

L'économie du Bénin est en grande partie informelle, avec un taux estimatif de 90 % de la main-d'œuvre engagée dans le secteur informel²⁷. L'économie repose fortement sur la réexportation et le commerce avec le Nigeria, ainsi que sur la production agricole, en particulier le coton²⁸. Le coton est la culture de rente la plus importante du pays, représentant environ 35 % des recettes d'exportation²⁹. Dans les zones côtières, la pêche est également une activité importante. En 2016, la croissance du PIB était de 3,98 % et, ces dernières décennies, elle s'est située en moyenne autour de 4 à 5 %.³⁰ Suite à la crise financière mondiale survenue en 2008, l'économie a enregistré un ralentissement, mais elle connaît une reprise depuis lors³¹. Cette dépendance vis-à-vis du Nigeria et la fluctuation des prix des produits de

base rendent le Bénin vulnérable aux chocs exogènes et aux répercussions de l'instabilité dans les pays voisins. Les participants de la recherche

« En économie, on dit que le chômage est une bombe à retardement. Il existe beaucoup de personnes qui sont employées dans le secteur informel. Elles sont parfois titulaires d'un diplôme de maîtrise, mais n'ont pas d'emploi formel. Elles se disent : « Demain sera meilleur. » Elles se disent qu'elles sont « en attente ». Je leur rétorque qu'elles doivent éviter l'attentisme et que les lendemains meilleurs attendus n'arriveront jamais. Il faut commencer à élaborer des plans et à investir maintenant, au lieu de vivre au jour le jour. »

- Personne interrogée, Agence nationale pour l'emploi

²⁷ « La Banque mondiale au Bénin : Vue d'ensemble du pays », Banque mondiale, avril 2018.

²⁸ Ibid.

²⁹ « Programme de production intégrée et de lutte contre les nuisibles en Afrique : Bénin », Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

³⁰ « Croissance du PIB (% annuel) : Bénin », Banque mondiale, 2016.

³¹ « Rapport pays du Bénin », Indice de transformation Bertelsmann Stiftung (BTI), 2016.

sur le terrain ont évoqué les liens économiques entre le Bénin et le Nigéria, indiquant que la récente récession économique au Nigéria a eu une incidence négative sur le Bénin.

Les participants à la recherche sur le terrain ont fait remarquer que le chômage et le sous-emploi des jeunes constituaient des vulnérabilités économiques persistantes. Les personnes interrogées ont indiqué que l'importance du secteur informel et les opportunités limitées d'emploi dans le secteur formel ont directement contribué à la prévalence du chômage des jeunes. En outre, le manque de formation et de ressources entrave l'auto-emploi. De plus, les participants à la recherche sur le terrain ont fait état de ce que la faiblesse du marché du travail au Bénin a poussé les jeunes, en particulier ceux d'entre eux qui ont fait des études, à émigrer ailleurs, en quête de meilleures opportunités économiques.

Le Bénin est confronté à des défis liés à la prestation de services sociaux et au développement de l'infrastructure. Les personnes interrogées ont indiqué que les populations du Nord du pays ont généralement un accès plus limité à l'infrastructure et aux services sociaux que celles vivant au Sud. Plus précisément, les personnes interrogées ont mis en évidence la mauvaise qualité des infrastructures routières, les pannes d'électricité et l'insuffisance de ressources du système éducatif comme étant des vulnérabilités persistantes. En outre, les participants ont souligné des disparités entre les zones rurales et urbaines, en faisant observer que les zones rurales ont des taux plus élevés de pauvreté, d'insécurité alimentaire et un accès plus limité aux services sociaux de base.

La pauvreté est endémique au Bénin. En effet, 40 % de la population vivait en-dessous du seuil de

pauvreté en 2015.³² On estime qu'un tiers des familles est considéré comme étant en situation d'insécurité alimentaire et 45 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition.³³

Le Bénin a fait d'impressionnants progrès dans l'accroissement du taux de scolarisation depuis les années 90 et a enregistré un taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire de 95 % en 2015.³⁴ Toutefois, les disparités entre les sexes persistent, avec un taux net de scolarisation des jeunes filles dans l'enseignement primaire de 88 % en 2011, contre 99 % pour les garçons³⁵. L'écart entre les sexes se creuse davantage dans l'enseignement secondaire et supérieur³⁶. Les participants à la recherche sur le terrain ont noté qu'il existe des disparités en matière d'éducation entre les communautés rurales et urbaines ainsi qu'entre les régions, tant pour les garçons que pour les filles. Les communautés rurales enregistrent un pourcentage plus élevé d'élèves non scolarisés que les communautés urbaines, et les régions d'Alibori et d'Atacora ont les pourcentages les plus faibles de scolarisation des filles³⁷. Au Bénin, les femmes sont surtout engagées dans la production agricole et le secteur informel, qui offrent des salaires plus bas et une protection limitée de l'emploi. Elles se heurtent également à des obstacles à la propriété foncière en vertu du droit coutumier ainsi qu'à l'accès au crédit et aux services financiers³⁸.

Le pays est également vulnérable aux activités économiques illicites, notamment le trafic de drogue et le blanchiment de capitaux.³⁹ Le Bénin sert de point de transit pour la cocaïne en provenance d'Amérique du Sud, ainsi que pour l'héroïne et la méthamphétamine.⁴⁰ Les personnes interrogées ont indiqué que la porosité des frontières a permis à la contrebande transfrontalière de prospérer, en particulier le long

³² « La Banque mondiale au Bénin : Vue d'ensemble du pays », Banque mondiale, avril 2018.

³³ « Bénin », Programme alimentaire mondial, 2017.

³⁴ « Taux de scolarisation dans l'enseignement primaire (% net) : Bénin », Banque mondiale, 2016.

³⁵ « Taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire : Bénin », Banque mondiale, 2016.

³⁶ « Rapport pays du Bénin », Indice de transformation Bertelsmann Stiftung (BTI), 2016.

³⁷ « Profil des adolescents et des jeunes par pays », Fonds des Nations Unies pour la population, 2014.

³⁸ « Indice des institutions sociales et du genre », OCDE, 2014.

³⁹ « Bénin », Département d'État des États-Unis.

⁴⁰ Ibid.

de la frontière avec le Nigeria. À titre d'exemple, la hausse du prix du carburant au Bénin a entraîné une intensification de la contrebande de carburant en provenance du Nigeria.

Le Bénin est particulièrement vulnérable aux cycles d'inondations et de sécheresses. En 2010, de graves inondations ont touché près des deux tiers de la population, détruit des milliers de maisons et coûté la vie à plus de 50 personnes.⁴¹ Les inondations ont été exacerbées par la déforestation dans le pays, favorisées par la croissance démographique qui exige des ressources sous forme de bois de chauffe, de terres agricoles et de logements.⁴² Le pays a l'un des taux annuels de déforestation les plus élevés au monde et a perdu près d'un tiers de sa couverture forestière depuis 1990.⁴³ De même, l'urbanisation a contribué à une grave pollution à Cotonou et dans d'autres grandes villes.⁴⁴

Les effets du changement climatique, notamment la hausse des températures, les changements de régimes pluviométriques, l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière, constituent une menace qui pèse sur l'économie et la population béninoises. Étant donné qu'une grande partie de la population et de l'activité économique est concentrée dans les régions côtières du Sud, l'élévation du niveau de la mer pourrait avoir une incidence négative sur l'économie du Bénin et entraîner des migrations forcées.⁴⁵ Les

participants à la recherche sur le terrain ont relevé que le pays est vulnérable aux pressions climatiques et ont signalé que les inondations ont détruit les cultures. En outre, les personnes interrogées ont fait état de ce que les régimes pluviométriques fluctuent, ce qui a une incidence négative sur l'agriculture. Enfin, le Bénin étant tributaire de l'agriculture, la variation des précipitations et des températures pourrait avoir un impact négatif sur la production agricole, mettant ainsi en péril la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance dans tout le pays.⁴⁶

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

En dépit des vulnérabilités et risques décrits en détail ci-dessus, les participants à la recherche sur le terrain ont identifié des facteurs de résilience qui ont contribué à atténuer les risques et vulnérabilités économiques. Les personnes interrogées ont mis l'accent sur l'importance des initiatives visant à lutter contre le chômage des jeunes et les initiatives de micro-financement. Il est vrai que la dépendance économique vis-à-vis du Nigeria a été citée comme un facteur de vulnérabilité, mais certains participants ont indiqué que le marché nigérian peut être une source de résilience, dans la mesure où il fournit des moyens de subsistance dans le secteur informel.

⁴¹ « Le Bénin est en proie aux pires inondations que le pays a connues depuis 1963 », Smith, D., *The Guardian*, octobre 2010.

⁴² « Bénin », Mongabay, février 2006.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ « La cause de mortalité sous-estimée de Cotonou : la pollution de l'air », IRIN, octobre 2008.

⁴⁵ « Adaptation aux changements climatiques : Bénin », Programme des Nations Unies pour le développement.

⁴⁶ « Benin : profil en matière de changement climatique », Commission néerlandaise d'évaluation environnementale, juillet 2015.

Population et démographie (Deuxième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Taux élevé de chômage des jeunes• Croissance démographique• Fracture Nord-Sud• Forte population de jeunes• Faible taux de planification familiale• Taux élevés de grossesse chez les adolescentes• Taux élevé d'analphabétisme• Questions liées au régime foncier• Changement climatique
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Catastrophes naturelles, telles que les inondations et les régimes pluviométriques imprévisibles• Epidémies• Migration à la recherche d'opportunités à l'étranger• Exode rural• Disparité en matière de développement• Conflits liés à la terre• Dégradation de l'environnement• Érosion côtière constante

Vulnérabilités et risques

Le Bénin est un pays diversifié du point de vue ethnique et religieux avec une population de plus de 10,8 millions d'habitants.⁴⁷ Les groupes ethniques les plus importants sont les Fon (38 %), les Adja (15 %), les Yoruba (12 %), les Bariba (9 %) et les Peul (8 %).⁴⁸ Selon le recensement de 2013, 48 % des habitants sont chrétiens, 27 % sont musulmans, 12 % pratiquent le vaudou et le reste de la population pratique d'autres religions, dont les religions autochtones.⁴⁹ Cependant, dans la pratique, l'on note un chevauchement important entre ces traditions religieuses, ce qui crée un « terrain culturel commun » au Bénin.⁵⁰ Il existe également une fracture entre le Nord et le Sud au Bénin, sur les plans géographique, économique et social. Plus de deux tiers de la population vit dans

le Sud côtier plus riche, tandis que le Nord (où vivent principalement les groupes ethniques Bariba et peul) est faiblement peuplé. Si les communautés musulmanes se trouvent principalement au Nord, le Sud est, quant à lui, majoritairement chrétien.⁵¹ Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les relations entre les groupes ethniques et religieux au Bénin ont toujours été bonnes.

La population urbaine du Bénin a connu une croissance régulière ces dernières décennies, passant de 34 % de la population en 1990 à 44 % en 2016.⁵² Certes, une majorité de la population continue de vivre dans les communautés rurales, mais les participants à la recherche sur le terrain ont cité l'exode rural comme étant une vulnérabilité démographique persistante. La

⁴⁷ « Population : total », Banque mondiale, 2016.

⁴⁸ « Bénin », Manuel d'information mondial de la CIA.

⁴⁹ « Rapport international sur la liberté de religion pour l'année 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016.

⁵⁰ « Au-dessous des apparences : Stabilité au Ghana et au Bénin », Knoope, P., Chauzal, G., Clingendael Institute, janvier 2016.

⁵¹ « Rapport international sur la liberté religieuse pour l'année 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016.

⁵² « Population urbaine (% du total) », Banque mondiale, 2015.

migration vers les zones urbaines, en particulier vers Cotonou, a entraîné une surpopulation et exerce une pression sur les services sociaux. L'on note également des disparités persistantes entre les communautés urbaines et rurales. À titre d'exemple, les zones rurales enregistrent des taux plus faibles de fréquentation scolaire, des taux plus élevés de mariages et de grossesses précoces, et un accès plus limité à l'eau potable et à l'assainissement.^{53,54}

Les participants à la recherche sur le terrain ont souligné que l'importance de la population de jeunes du Bénin constituait une vulnérabilité démographique. Le Bénin a une importante population jeune qui est en pleine croissance : quarante-deux pour cent de la population est âgée de moins de 15 ans.⁵⁵ Le taux de croissance annuel moyen de la population entre 2010 et 2016 était de 2,7 %.⁵⁶ Certaines personnes interrogées ont indiqué que l'augmentation de la population jeune a entraîné des effectifs pléthoriques dans les écoles, ce qui compromet la qualité de l'éducation. De plus, les personnes interrogées ont indiqué que le chômage des jeunes constitue une préoccupation constante et a contribué à la hausse de la criminalité.

Le taux de fécondité total est de 4,5 enfants par femme.⁵⁷ Les personnes interrogées ont fait état d'une sous-utilisation de la planification familiale, du fait des tabous culturels et religieux. En 2015, le Bénin a enregistré un taux de mortalité maternelle de 405 décès pour 100 000 naissances.⁵⁸ Ce chiffre est inférieur à la moyenne de la région et a baissé régulièrement depuis la fin des années 90.

⁵³ « Bénin : Profil en matière d'eau et d'assainissement », USAID.

⁵⁴ « Profil des adolescents et des jeunes au Bénin », Fonds des Nations Unies pour la population, 2014.

⁵⁵ « Tableau de bord de la population mondiale : Bénin », Fonds des Nations Unies pour la population, 2017.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ « Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances) », Banque mondiale, 2015.

⁵⁹ « Tableau de bord de la population mondiale : Bénin », Fonds des Nations Unies pour la population, 2015.

« Cette concurrence entre le Nord et le Sud remonte à une époque lointaine. Nous l'avons dans notre sang. Par ailleurs, nous sommes très tolérants sur le plan religieux. Nous ne connaissons pas de phénomène de tension religieuse. »

- Personne interrogée, Agence nationale pour l'emploi

L'espérance de vie des femmes à la naissance est de 62 ans, contre 59 ans pour les hommes.⁵⁹ Les mariages précoces sont fréquents, du fait à la fois des pressions financières et des normes sociales, et ce, bien que le taux soit inférieur à la moyenne régionale.⁶⁰ En 2012, 31,9 % des femmes âgées de 20 à 24 ans étaient mariées avant l'âge de 18 ans.⁶¹ Quoique les mariages précoces prévalent le plus souvent dans les régions septentrionales d'Alibori et d'Atacora et dans la région méridionale du Zou, les taux sont cependant les plus faibles dans les régions méridionales du Plateau, d'Ouémé et du Littoral.⁶² Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que le mariage précoce est particulièrement répandu dans les zones rurales, citant la pauvreté comme un facteur clé. Les grossesses précoces ont aussi été citées comme vulnérabilité démographique au cours de la recherche sur le terrain et auraient conduit à un accroissement des taux d'abandon d'enfants. Les principales préoccupations concernant la santé au Bénin sont les infections respiratoires, le paludisme, les complications à la naissance, la malnutrition, la méningite et le VIH/sida, dont le taux de prévalence chez les adultes était de 1,1 % en 2015.^{63,64} Située à un taux de 77 %, la couverture des soins de santé au Bénin est

⁶⁰ « Les jeunes au Bénin s'opposent au mariage des enfants à l'occasion de la Journée de l'enfant africain, 2017 », Newlands, A., Girls Not Brides, juin 2017.

⁶¹ « Femmes mariées pour la première fois avant l'âge de 18 ans (% des femmes de 20 à 24 ans) », Banque mondiale, 2012.

⁶² « Profil des adolescents et des jeunes par pays », Fonds des Nations Unies pour la population, 2014.

⁶³ « Bénin : Données », UNAIDS, 2016.

⁶⁴ « Bénin : Profil statistique de l'OMS », Organisation mondiale de la Santé, janvier. 2015.

relativement bonne, bien que les zones urbaines aient une plus forte concentration de centres de santé que les zones rurales.⁶⁵ Le Bénin compte environ 1,7 médecin pour 10 000 habitants.⁶⁶ Le Bénin n'a pas été touché par l'épidémie d'Ébola en 2014-2015. En 2016 et 2017, le Bénin a connu des épidémies de fièvre de Lassa⁶⁷.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche sur le terrain ont identifié les facteurs de résilience sociale et

institutionnelle qui contribuent à atténuer les vulnérabilités et risques démographiques au Bénin. Les personnes interrogées ont fait état de l'existence d'une bonne cohésion sociale et d'une bonne tolérance entre les groupes ethniques et religieux dans tout le pays. Les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de la société civile (OSC) ont participé à des campagnes de sensibilisation et d'éveil de conscience au sujet des questions sociales, telles que les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF/E). Les ONG ont également mené des initiatives visant à s'attaquer au chômage des jeunes.

⁶⁵ « Profil du financement de la santé : Bénin », USAID, février 2016.

⁶⁶ « Personnel de santé au Bénin », Organisation mondiale de la Santé.

⁶⁷ « Fièvre de Lassa – Bénin, Togo et Burkina Faso », Organisation mondiale de la Santé, mars 2017.

Politique et gouvernance (Troisième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités

- Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décision politique
- Fracture Nord-Sud
- Manipulation des identités régionales par la classe politique
- Perceptions de népotisme et de corruption

Risques

- Communication insuffisante au sujet de l'utilisation des nouvelles cartes d'électeur (RAVIP vs. LEPI)
- Perception de manipulation des identités ethniques

Vulnérabilités et risques

Le Bénin a connu un taux de participation de 66,13 % aux élections présidentielles de 2016 et de 65,91 % aux élections législatives de 2015.⁶⁸ Depuis le début des années 90, le pays a connu de multiples transitions de pouvoir réussies. Historiquement, les élections ont été pacifiques dans le pays, bien qu'une controverse ait entouré les élections présidentielles de 2011. Cette année-là, la Commission électorale indépendante du Bénin a introduit un nouveau système de vote électronique qui, selon certaines personnes, aurait empêché plus d'un million de Béninois de s'inscrire sur les listes électorales.⁶⁹ Suite aux protestations des populations et à la pression des acteurs internationaux, dont la CEDEAO, les élections ont été reportées d'une semaine.⁷⁰ Bien que les groupes d'opposition aient contesté les résultats des dites élections, qui ont permis la réélection du président Yayi au premier tour, ils ont cependant fini par accepter les résultats. En 2016, Patrice Talon a été élu président et la transition politique a été également pacifique. Le candidat arrivé à la deuxième place, Lionel Zinsou, a reconnu les résultats et l'ancien président Yayi n'a pas tenté de prolonger la durée de ses fonctions pour bénéficier d'un troisième mandat.⁷¹ Les prochaines élections devraient se tenir en

2019 (élections législatives) et en 2021 (élections présidentielles).

Certes, les transitions politiques se sont toujours déroulées dans le calme, mais les participants à la recherche sur le terrain ont fait état d'une exacerbation des tensions pendant les périodes électorales. De plus, les personnes interrogées ont évoqué l'introduction de nouvelles cartes d'identité - notamment du Recensement administratif à vocation d'identification de la population (RAVIP) - qui seront utilisées lors des élections législatives de 2019 ; elles se sont dites préoccupées par la possibilité de fraudes électorales.

Les participants à la recherche sur le terrain ont également examiné le rôle des identités régionales dans la politique. Si la fracture Nord-Sud n'a pas été soulignée comme étant une source de tension immédiate, certains participants ont toutefois indiqué qu'elle affecte bel et bien la vie politique. Certains responsables politiques se seraient apparemment servis de ces divisions à l'approche des élections.

En 2015, seulement six des 83 membres de l'Assemblée nationale (7,2 %) étaient des femmes.⁷² En fait, ce chiffre a baissé par rapport à l'année 2011 ; en effet en 2011, l'Assemblée

⁶⁸ « Bénin », Institut pour la démocratie et l'assistance électorale, 2016.

⁶⁹ « Le peuple béninois proteste contre les allégations de fraude électorale, 2011 », Base de données mondiale sur l'action non-violente, avril 2011.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ « Élections historiques au Bénin : Une expérience de transition politique », Songwe, V., Brookings Institute, March 2016.

⁷² « Femmes au Parlement en 2015 », Union interparlementaire, 2015.

nationale comptait huit femmes.⁷³ Par ailleurs, sur 21 ministres membres du gouvernement, l'on ne dénombre que trois femmes et ne compte qu'une femme au poste de préfet de région.⁷⁴ Contrairement à d'autres pays de la région, il n'existe pas de quota en place pour promouvoir la participation des femmes à la vie politique. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les femmes sont historiquement sous-représentées dans la prise de décision politique au Bénin. Les femmes en politique sont victimes de harcèlement, se heurtent à des obstacles économiques et subissent des actes d'intimidation. Bien que, les femmes soient engagées dans l'activisme politique, mais elles occupent rarement des postes officiels.

Freedom House classe le Bénin dans la catégorie des pays « libres » - c'est l'un des trois pays de la région à avoir cette désignation - avec un score de 82/100.⁷⁵ Toutefois, la corruption demeure un problème persistant ; Transparency International a classé le pays au 85^{ème} rang sur 176 pays dans l'indice de perception de la corruption en 2017.⁷⁶ De nombreux Béninois estiment que la corruption s'est aggravée sous la présidence de Yayi. Une enquête d'Afrobaromètre en 2014/2015 a révélé que 74 % des personnes interrogées avaient le sentiment que la corruption s'était « quelque peu » accrue ou « beaucoup » accrue au cours de l'année précédente.⁷⁷ Le gouvernement est en train de prendre un certain nombre de mesures pour s'y attaquer et, bien que les mesures anticorruption soient généralement mal appliquées, il y a plusieurs exemples évidents d'amélioration de la redevabilité.⁷⁸ En 2015, par exemple, le ministre béninois de l'Énergie et de l'Eau a démissionné suite à un scandale de corruption impliquant des millions de dollars d'aide étrangère. En outre, le

gouvernement a adopté une loi anticorruption en 2011 et créé l'Autorité nationale de lutte contre la corruption en 2014.⁷⁹

Au nombre des principales questions relatives aux droits de l'homme figurent le recours excessif à la force par les forces de sécurité, les cas d'arrestation et de détention arbitraires et les mauvaises conditions carcérales, notamment la surpopulation et le manque d'installations sanitaires.⁸⁰ En 2016, certaines restrictions avaient été imposées aux protestations et manifestations politiques des groupes politiques de l'opposition.⁸¹ La violence à l'égard des enfants est également préoccupante, notamment la pratique du *vidomegan*, qui consiste à placer des enfants (pour la plupart des filles) issus de familles pauvres dans des familles plus nanties. Ces filles sont souvent victimes de travail forcé et d'exploitation.⁸² Les journalistes jouissent d'une liberté d'expression relative, bien que les organes de presse soient parfois fermés et que les journalistes soient poursuivis pour diffamation. Reporters sans frontières a classé le Bénin au 84^{ème} rang sur 180 pays dans le classement mondial de la liberté de la presse en 2018.⁸³

Finalement, les personnes interrogées ont indiqué qu'il y a eu des controverses au sujet du licenciement de plusieurs maires et des récentes réformes économiques mises en œuvre par l'administration Talon. Les participants ont fait état de perceptions selon lesquelles le gouvernement ne tient pas suffisamment compte des incidences de ces réformes sur les populations locales.

⁷³ Ibid.

⁷⁴ « Rapport sur la situation des droits de l'homme au Bénin 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016.

⁷⁵ « Liberté dans le monde 2017, Bénin », Freedom House, 2017.

⁷⁶ « Indice de perception de la corruption 2017 », Transparency International, février 2018.

⁷⁷ « PP41: Efficacité dans la lutte contre la corruption : Témoignages de 36 pays africains », Isbell, T., Afrobarometer, 2017.

⁷⁸ « Le ministre béninois démissionne suite au scandale des millions d'aide disparus », Reuters, mai. 2015.

⁷⁹ « Panorama de la corruption et de la lutte contre la corruption au Bénin », Transparency International, juin 2014.

⁸⁰ « Rapport sur la situation des droits de l'homme au Bénin 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016.

⁸¹ « Rapport sur la situation des droits de l'homme au Bénin 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016.

⁸² « Rapport sur la situation des droits de l'homme au Bénin 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016.

⁸³ « Bénin », Reporters sans frontières, 2017.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche sur le terrain ont relevé plusieurs sources de résilience sociale et institutionnelle qui atténuent les vulnérabilités politiques au Bénin. Les personnes interrogées ont indiqué que le Bénin avait des antécédents de tenue d'élections pacifiques et qu'en dépit de ces

tensions de faible intensité, la plupart des populations s'attendent à ce que les prochaines élections législatives se déroulent de manière pacifique. Les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales se sont engagées dans des initiatives d'éducation civique et ont joué un rôle clé dans l'atténuation des tensions politiques et de la violence électorale.

État de droit (Quatrième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Accès limité à la justice• Méconnaissance des dispositions légales par la population• Coût élevé des services juridiques• Manque de ressources au niveau du système judiciaire• Perceptions d'ingérence de l'exécutif, de corruption et de partialité dans le système judiciaire• Sous-représentation des femmes dans le système judiciaire• Système carcéral surpeuplé et doté de ressources insuffisantes
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Cas de corruption au sein du système judiciaire• Cas de justice populaire• Cas d'impunité

Vulnérabilités et risques

Les participants à la recherche sur le terrain ont fait état de faibles niveaux de confiance dans le système judiciaire en raison des perceptions de corruption et d'ingérence de l'exécutif. Si les lois et la constitution prévoient l'indépendance du pouvoir judiciaire, il incombe toutefois au gouvernement de nommer les juges du ministère public, ce qui les rend susceptibles de subir des influences.⁸⁴ En outre, des préoccupations ont été soulevées au mois de juin 2013 au sujet de l'impartialité de la Cour constitutionnelle à la suite de plusieurs nominations qui auraient été entachées de partialité politique par le Président Yayi. Toutefois, la Cour a démontré son indépendance en 2014 lorsqu'elle a maintenu la limite de deux mandats pour la présidence.⁸⁵

Comme indiqué ci-dessus, la corruption demeure un sujet de préoccupation dans le pays, ce qui a contribué à l'impunité et à l'absence d'obligation de reddition de comptes dans le système judiciaire. À titre d'exemple, des rapports font état de pots-de-vin versés, afin d'influencer les décisions judiciaires⁸⁶ et la corruption, ainsi que d'abus

commis par les forces de sécurité qui sont rarement sanctionnés.⁸⁷

Les participants à la recherche sur le terrain ont également indiqué qu'un manque d'accès à la justice, en particulier pour les populations vulnérables, constitue une vulnérabilité persistante. Le coût élevé de la sollicitation des services d'un avocat et la méconnaissance par la population des lois et de leurs droits légaux

« Le Bénin est une société patriarcale où même s'il existe des droits/lois existents relatifs aux femmes, ils ne sont ni appliqués, ni respectés. Ainsi, des droits sont-ils prévus pour le renforcement des capacités des femmes, mais l'on a du mal à les mettre en pratique. Le respect des droits des citoyens béninois relève de la virtualité ; il s'agit d'une situation où le citoyen n'a pas d'assurance quant à la reconnaissance de ses droits. En outre, les lois ne sont pas vulgarisées au Bénin pour permettre aux citoyens de connaître leurs droits. »

- Journaliste, Cotonou

⁸⁴ « Rapport sur la situation des droits de l'homme au Bénin 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016.

⁸⁵ « Rapport pays sur le Bénin », Indice de transformation Bertelsmann Stiftung (BTI), 2016.

⁸⁶ « Rapport sur la corruption au Bénin », GAN Business Anti-Corruption Portal, August 2016.

⁸⁷ « Rapport sur la situation des droits de l'homme au Bénin » 2016, Département d'État des États-Unis, 2016.

constituent pour la population béninoise des obstacles à la justice. Les personnes interrogées ont fait état de perceptions selon lesquelles le système judiciaire est en faveur des riches.

La redevabilité est également mise à mal par le manque de ressources du système judiciaire. En effet, plusieurs tribunaux ont un nombre important de dossiers en souffrance et manquent de personnel.⁸⁸ Les participants à la recherche sur le terrain ont également fait état de ce que le système carcéral est surpeuplé et doté de ressources insuffisantes, ce qui contribue à de mauvaises conditions carcérales et de détention, situation que les représentants de l'ONU ont récemment qualifié « d'inhumaine et de choquante ».⁸⁹ Outre la surpopulation, les préoccupations au sein du système carcéral comprennent le manque d'assainissement et d'accès aux médicaments, ainsi que l'accès limité à la nourriture et à l'eau.⁹⁰

Les forces de sécurité, notamment la police et la gendarmerie, souffrent également d'un manque de formation et d'équipement.⁹¹ Elles ont été impliquées dans des cas de recours excessif à la force contre des manifestants et d'homicides illégaux.⁹²

La loi béninoise prévoit de multiples dispositions visant à promouvoir l'égalité des sexes et, en 2012, une loi nationale sur la prévention et la répression de la violence basée sur le genre a été adoptée.⁹³ Toutefois, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les femmes au Bénin continuent d'être victimes de discrimination dans un certain nombre de

domaines, dans la mesure où la faible application des lois, la stigmatisation et les pratiques culturelles perpétuent les disparités entre les sexes. À titre d'exemple, si la violence basée sur le genre est généralisée, l'application des lois existantes sur la violence familiale et le viol est, quant à elle, limitée, faute de formation de la police, de la corruption et de la stigmatisation sociale.⁹⁴ Le recours au droit coutumier, en particulier dans les zones rurales, exclut également bon nombre de femmes de l'héritage de terres et de la propriété foncière.⁹⁵ En outre, comme beaucoup de femmes travaillent dans le secteur informel, elles ne bénéficient pas des protections existant en matière d'emploi dans la législation béninoise.⁹⁶ Elles demeurent également sous-représentées dans l'appareil judiciaire, bien que leur niveau de représentation y soit supérieur par rapport aux postes politiques.⁹⁷ En 2007, selon les estimations, 21 % des magistrats en activité étaient des femmes.⁹⁸ Actuellement, deux des sept membres de la Cour constitutionnelle du Bénin sont des femmes.⁹⁹ En outre, une femme (en l'occurrence Conceptia Ouinsou) a servi en qualité de présidente de la Cour constitutionnelle de 1998 à 2008¹⁰⁰ et la Haute Cour de justice a été présidée par deux femmes depuis 1993. En 2010, environ 14 % d'avocats au Bénin étaient des femmes.¹⁰¹

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche sur le terrain ont identifié des facteurs de résilience dans le domaine de l'État de droit, plus particulièrement au niveau des mécanismes extrajudiciaires ou

⁸⁸ « Rapport pays sur le Bénin », Indice de transformation Bertelsmann Stiftung (BTI), 2016.

⁸⁹ « Prisons du Bénin : Des mesures urgentes sont nécessaires pour alléger les souffrances en détention, déclarent des experts de l'ONU », Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, janvier. 2016.

⁹⁰ « Rapport sur la situation des droits de l'homme au Bénin » 2016, Département d'État des États-Unis, 2016.

⁹¹ « Rapport sur la situation des droits de l'homme au Bénin » 2016, Département d'État des États-Unis, 2016.

⁹² « Bénin 2017/2018 », Amnesty International.

⁹³ « Indice des institutions sociales et du genre : Bénin », OCDE, 2014.

⁹⁴ « Rapport sur la situation des droits de l'homme au Bénin » 2016, Département d'État des États-Unis, 2016.

⁹⁵ « Indice des institutions sociales et du genre : Bénin », OCDE, 2014.

⁹⁶ Ibid.

⁹⁷ « Genre et pouvoir judiciaire en Afrique : De l'obscurité à la parité ? », PNUD p. 108-119, Bauer, G. and Dawuni, J. 2015.

⁹⁸ « Genre et pouvoir judiciaire en Afrique : De l'obscurité à la parité ? », PNUD p. 108-119, Bauer, G. and Dawuni, J. 2015.

⁹⁹ La Cour constitutionnelle du Bénin : « Les Membres ».

¹⁰⁰ « Les conséquences des politiques de nomination sur la légitimité des tribunaux au Bénin : Approche de l'analyse de réseau », GIGA, février » 2016.

¹⁰¹ « Genre et pouvoir judiciaire en Afrique : De l'obscurité à la parité ? », PNUD p. 108-119, Bauer, G. and Dawuni, J. 2015.

traditionnels de règlement des différends. Les personnes interrogées ont indiqué que les chefs religieux, le conseil de sages et d'autres leaders locaux sont impliqués dans le règlement des conflits au niveau communautaire. Les

mécanismes alternatifs ou traditionnels de règlement des conflits assurent la justice dans les cas où l'accès au système judiciaire formel n'est pas disponible.

Sécurité (Pilier le moins vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Perceptions de corruption parmi les forces de sécurité• Manque de ressources pour les forces de sécurité• Porosité des frontières• Transhumance• Taux élevés de chômage et de pauvreté chez les jeunes
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Violence basée sur le genre (VBG)• Criminalité, comme le trafic de drogue et la contrebande transfrontalière• Conflits interreligieux• Conflits liés aux ressources, en particulier entre éleveurs et agriculteurs• Terrorisme• Insécurité maritime

Vulnérabilités et risques

Contrairement à certains pays voisins, le Bénin n'a pas connu de violents conflits généralisés. Toutefois, les conflits liés à la terre et aux ressources sont un problème récurrent. La violence communautaire survient entre agriculteurs et éleveurs, ainsi qu'au sein des familles (cas de succession litigieuse) et des communautés agricoles au sujet de la propriété foncière.¹⁰² Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont souvent liés aux déplacements transfrontaliers des éleveurs par-delà les frontières, en provenance du Niger et du Nigeria, en indiquant que les conflits atteignent leur point culminant pendant la période saisonnière de transhumance. Pour permettre aux éleveurs de déplacer leur bétail, des « couloirs » ont été créés dans certaines régions, mais ils ne le respectent pas toujours, ce qui entraîne des conflits.

À mesure que la croissance démographique et le changement climatique intensifient la pression sur les terres disponibles, en particulier dans le Sud du pays, qui très peuplé, ces conflits pourraient

devenir plus importants. Ces dernières années, la piraterie dans le Golfe de Guinée est également devenue une préoccupation pour le Bénin.¹⁰³ En effet, une proportion importante des recettes du gouvernement béninois provient des échanges au port de Cotonou. En conséquence, l'insécurité maritime constitue une préoccupation sécuritaire aussi bien qu'une menace économique.¹⁰⁴

Les participants à la recherche sur le terrain ont identifié la criminalité et le commerce illicite comme étant des préoccupations clés en matière de sécurité qui subsistent dans tout le Bénin. La contrebande transfrontalière de marchandises, en particulier les drogues et le carburant en provenance du Nigeria, s'est accrue du fait de la porosité des frontières. Les personnes interrogées ont également noté une hausse des vols à main armée et des larcins, citant le chômage des jeunes, la croissance des ghettos et le phénomène des enfants de la rue comme des catalyseurs de la criminalité.

En outre, les personnes interrogées ont fait état d'un manque de confiance dans les forces de sécurité eu égard à un manque de ressources, à un

¹⁰² « Bénin : Sécurité alimentaire et gouvernance foncière », Gouvernance foncière pour un développement équitable et durable.

¹⁰³ « Piraterie en Afrique de l'Ouest », Ben-Ari, N., AfricaRenewal, décembre 2013.

¹⁰⁴ « Piraterie maritime en Afrique de l'Ouest », Mensah, M., *Wall Street International*, février 2016.

manque de professionnalisme et à des perceptions de corruption et de complicité avec les criminels. Par ailleurs, les personnes interrogées ont indiqué que les forces de sécurité sont souvent concentrées en zone urbaine, ce qui signifie que de nombreuses communautés locales s'en remettent aux groupes de surveillance et d'autodéfense communautaires.

« Les frontières béninoises sont poreuses et le risque d'insécurité avec la présence de Boko Haram voisin est important. Le Bénin est en situation de vulnérabilité face à la menace extrémiste. »

- Journaliste, Cotonou

Les niveaux de violence politique demeurent faibles et le Bénin n'a pas connu d'attentats terroristes au cours des dernières années. Toutefois, les participants se sont dits préoccupés par la possibilité de répercussions de l'insécurité persistante au Nigéria et au Niger voisins, ou de représailles consécutives à la participation du Bénin aux initiatives de sécurité dans la région. En 2013, le Mouvement pour l'émancipation du Delta

du Niger (MEND) a menacé d'attaquer le Bénin¹⁰⁵ suite à l'arrestation d'un de ses militants à Cotonou. Le pays est également impliqué dans la lutte régionale contre Boko Haram et a fourni des troupes à la Force multinationale mixte¹⁰⁶ ainsi qu'à la mission de maintien de la paix au Mali.¹⁰⁷

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche sur le terrain ont identifié un certain nombre de facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui aident à atténuer les risques de sécurité au Bénin. Les personnes interrogées ont indiqué que les groupes d'autodéfense et les groupes locaux de surveillance de quartier contribuent positivement à la sécurité dans le pays, notamment dans les zones rurales. En outre, les participants à la recherche sur le terrain ont fait état d'un niveau élevé de cohésion sociale entre les communautés et les groupes et d'un antécédent de tenue d'élections pacifiques. Les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de la société civile (OSC) ont été impliquées dans le règlement de conflits et la consolidation de la paix dans tout le Bénin et contribuent positivement à la sécurité à travers le pays.

¹⁰⁵ « Le MEND menace la République du Bénin d'attaques suite à l'arrestation d'Asari Dokubo et exige sa libération », Abusidiqu Blog, novembre 2013.

¹⁰⁶ « Le Bénin déploie des troupes au sein de la force opérationnelle anti-Boko Haram », *Reuters*, mars 2016.

¹⁰⁷ « Rapport pays du Bénin », Indice de transformation Bertelsmann Stiftung (BTI), 2016.

Facteurs externes

Le Bénin est un membre actif de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union africaine, de la CEDEAO, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Organisation de coopération islamique, de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), de l'Association africaine des producteurs de pétrole et de l'Autorité du bassin du Niger.

Au plan économique, le Bénin est particulièrement dépendant de l'économie du Nigeria voisin. La récession économique dans ledit pays, due à la faiblesse des cours du pétrole depuis 2015, a gravement affecté l'économie béninoise, réduisant fortement les échanges transfrontaliers entre les deux pays. Un ralentissement de l'économie nigérienne accroît le chômage, la pauvreté et l'insécurité alimentaire au Bénin. La dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance pose également problème au Bénin, dans la mesure où les conditions climatiques ont entraîné des précipitations irrégulières et accru des inondations, affectant négativement les modes de culture et les rendements de manière générale. Le Groupe de la Banque mondiale, notamment la Société financière internationale et l'Agence multilatérale de garantie des investissements, s'est activement impliquée dans quinze projets à travers le Bénin, dépensant plus de 715 millions USD, ces projets visaient à renforcer la gouvernance et les capacités du secteur public, à œuvrer à la réalisation d'une croissance durable et à la compétitivité de l'économie et à améliorer l'accès aux services sociaux partout dans le pays.¹⁰⁸ Le Fonds monétaire international s'est également employé à diversifier et à renforcer l'économie.¹⁰⁹

Le Bénin est un important contributeur aux efforts internationaux de maintien de la paix au sein de l'espace CEDEAO, de l'Union africaine et de l'ONU. Actuellement, le pays fournit 916 soldats aux efforts de maintien de la paix des Nations Unies dans le monde.¹¹⁰ La préoccupation la plus importante et la plus urgente en matière de sécurité extérieure au Bénin tient aux répercussions de la violence et de l'idéologie extrémistes provenant du Burkina Faso, du Niger et du Nigeria voisins. Le Bénin a des frontières particulièrement poreuses et connaît des conflits persistants entre agriculteurs et éleveurs au moment où les éleveurs nigériens et nigérians traversent les plantations frontalières avec le Bénin, et ce, malgré l'existence de couloirs de transhumance créés pour atténuer le risque de conflit.

En outre, les schémas migratoires régionaux affectent le Bénin. Au mois de juillet 2017, le Bénin accueillait près de 1 000 réfugiés, dont la majorité était issus de la République centrafricaine.¹¹¹ Le Bénin a également connu une importante émigration. Selon les estimations, 4,4 millions de Béninois (près de la moitié de la population) vivent en dehors du pays.¹¹² Près de 70 % de ces émigrants vivent au Nigeria.¹¹³

Enfin, le Bénin est vulnérable aux effets du changement climatique, notamment à la hausse des températures, au changement des régimes pluviométriques, à l'élévation du niveau de la mer et à l'érosion côtière, qui constituent une menace pour son économie et sa population. Étant donné qu'une grande partie de la population et de l'activité économique est basée dans les régions côtières du Sud, l'élévation du niveau de la mer pourrait avoir une incidence négative sur l'économie du Bénin et pousser la population à la migration.¹¹⁴

¹⁰⁸ « La Banque mondiale au Bénin », Banque mondiale.

¹⁰⁹ « Le FMI conclut les consultations au titre de l'Article IV de 2017 avec le Bénin », Fonds monétaire international, décembre. 2017.

¹¹⁰ « Résumé des pays fournisseurs de contingents par ordre de classement », Nations Unies, novembre. 2017.

¹¹¹ « Portail opérationnel sur la situation des réfugiés, Bénin », HCR, août 2017.

¹¹² « Le Bénin demeure un pays d'émigration et de destination, le profil migratoire de l'OIM le confirme », Organisation internationale pour les migrations, avril 2012.

¹¹³ Ibid.

¹¹⁴ « Adaptation aux changements climatiques, Bénin », Programme des Nations Unies pour le développement.

Considérations liées au genre

Au cours des dernières décennies, le gouvernement béninois a déployé des efforts pour adopter des lois relatives à la discrimination à l'égard des femmes, à la prévention de la violence basée sur le genre (VBG) et à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La Constitution de 1990 du Bénin interdit la discrimination à l'égard des femmes et stipule que les hommes et les femmes sont égaux en matière sociale et économique¹¹⁵ et le Bénin a signé et ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).¹¹⁶ Le Code des personnes et de la famille de 2004 prévoit d'autres dispositions pour la protection des femmes, en leur permettant de divorcer de leur conjoint, interdisant le lévirat et la polygamie, permettant aux veuves d'hériter des biens et exigeant que les deux parties aient 18 ans au moment du mariage.¹¹⁷ Les Principes directeurs stratégiques de l'OCDE pour le développement, adoptés en 2006 par le Bénin, et la Politique nationale de promotion de l'égalité des sexes au Bénin de 2009 ont tous deux révélé les mesures supplémentaires visant à promouvoir l'égalité et à éliminer la discrimination à l'égard des femmes.¹¹⁸

Dans la pratique, cependant, bon nombre de ces lois protégeant les femmes ne sont pas appliquées, et les femmes béninoises continuent d'être confrontées à des défis de taille dans les domaines politique, économique et social. Le Bénin a obtenu une note de 3,77 sur 10 pour les indicateurs liés au genre dans l'indice d'ERVP, note qui est en deçà de la moyenne régionale qui est de 4,49. Les participants à la recherche sur le terrain ont souligné la sous-représentation en politique et dans la prise de décision, la marginalisation

économique et l'accès limité aux ressources ainsi que la violence basée sur le genre (VBG) comme étant des préoccupations clés au Bénin. Les participants ont également confirmé que, bien que des lois soient en place pour protéger et autonomiser les femmes, la faible application de ces lois a permis au droit coutumier de prévaloir, à telle enseigne que la violence basée sur le genre et le mariage précoce persistent.

La sous-représentation en politique et dans les instances de prise de décision a été l'une des principales questions abordées par les participants à la recherche sur le terrain, plusieurs ont indiqué que les femmes et les jeunes sont certes souvent impliqués dans l'activisme, mais occupent rarement des postes de responsabilité. Actuellement, le gouvernement du Bénin n'a pas de quotas réservés aux femmes et les données indiquent que la représentation des femmes à l'Assemblée nationale continue de stagner. En 2015, six des 83 membres de l'Assemblée nationale (7,2 %) étaient des femmes, soit 0,1 % de moins qu'en 1996^{119,120} En outre, sur 21 ministres seuls trois sont des femmes et l'on ne compte qu'une femme au poste de préfet de région.¹²¹ Certes, la représentation des femmes dans l'appareil judiciaire est plus élevée (21 % des magistrats étaient des femmes en 2007), mais elles sont encore sous-représentées.¹²² Les participantes au groupe de discussion des femmes à Kandi ont indiqué que non seulement les femmes en politique manquent de soutien, mais encore celles qui s'y engagent sont souvent victimes d'intimidation et parfois d'enlèvement.

Les femmes apportent une contribution importante à l'économie béninoise ; représentant 70 % de la population active et elles participent activement à l'agriculture, à la recherche

¹¹⁵ « Indice des institutions sociales et du genre : Bénin », OCDE, 2014.

¹¹⁶ « 8. Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes », Recueil des traités des Nations Unies, décembre. 1979.

¹¹⁷ « Indice des institutions sociales et du genre : Bénin », OCDE, 2014.

¹¹⁸ Ibid.

¹¹⁹ « Femmes au Parlement en 2015 », Union interparlementaire, 2015.

¹²⁰ « Femmes et développement humain au Bénin », PNUD, 1998.

¹²¹ « Rapport sur la situation des droits de l'homme au Bénin 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016.

¹²² « Genre et pouvoir judiciaire en Afrique : De l'obscurité à la parité ? », PNUD p. 108-119, Bauer, G. and Dawuni, J. 2015.

domestique et au commerce informel.¹²³ Cependant, en raison de contraintes socio-économiques, telles que l'accès limité aux ressources comme que le crédit et les services financiers, la terre et l'éducation, elles constituent une force économique inexploitée. Selon les participants à la recherche sur le terrain, les femmes subissent aussi souvent des pressions de la part de leur famille et de leur époux pour qu'elles restent à la maison, ce qui limite leur capacité de participation active à l'économie. Si l'économie formelle est composée à 40,5 % de femmes, la plupart d'entre elles travaillent toutefois dans le secteur informel, ce qui les prive des protections prévues par les codes du travail existants.¹²⁴ Les participants ont indiqué que le secteur informel peut être imprévisible, laissant souvent les femmes sans source de revenu sûre. À titre d'exemple, dans le département du Borgou, les femmes ont été touchées de manière disproportionnée par l'expulsion des vendeurs en bordure de routes, et dans le Littoral, les commerçants du marché opérant dans le secteur informel sont, pour l'essentiel, des femmes. Les personnes interrogées ont également indiqué qu'en dépit des lois actuelles permettant aux femmes de posséder et d'hériter des biens, le droit coutumier ne leur permet pas d'hériter des terres. Bien que le gouvernement ait créé le projet d'accès à la terre pour garantir aux femmes la propriété foncière, elles ne possèdent actuellement que 13 % des terres et leurs parcelles sont en moyenne plus petites que celles des hommes.¹²⁵ Les femmes éprouvent également des difficultés d'accès au crédit et aux services financiers,¹²⁶ car souvent, l'obtention de crédits ou de prêts exige que l'on possède des terres.¹²⁷ Seulement 26 % des prêts bancaires auraient été accordés à des femmes.¹²⁸

Pour pallier le manque d'accès au crédit, les participants ont indiqué que les microcrédits sont disponibles et constituent une alternative utile. En fait, environ 60 % des microcrédits disponibles sont destinés aux femmes.¹²⁹ Toutefois, les participantes ont signalé que, dans certains cas, les femmes ne disposent pas d'un délai suffisant pour rembourser les prêts. Les tontines ont également été citées comme alternative au crédit. Le groupe de discussion des femmes de Parakou a noté que les femmes de cette région « se constituent en association pour œuvrer à leur propre autonomie financière en faisant des tontines quotidiennes ». Cependant, ces femmes ont également rapporté que si l'autonomie financière leur donne une plus grande autonomie personnelle et familiale, elles « continuent toutefois de se heurter souvent à l'opposition de leurs époux qui se déchargent souvent de leurs responsabilités familiales et les confient aux femmes ». Les niveaux d'éducation inférieurs constituent également un obstacle pour les femmes. En effet, alors que les taux d'inscription des femmes et des hommes dans l'enseignement primaire sont similaires (avec un indice de parité entre les sexes de 0,9), l'écart se creuse toutefois dans l'enseignement secondaire et supérieur ; le taux de scolarisation brut des femmes dans l'enseignement secondaire est de 46,8 % contre 66,7 % pour les hommes.¹³⁰ Les participants ont estimé que le mariage précoce et la pauvreté contribuent à faire baisser le niveau de scolarisation des femmes au Bénin.

Les personnes interrogées ont indiqué que les femmes sont également confrontées à des problèmes sociaux, tels que le mariage précoce, l'accès limité aux services de planification familiale et de santé, la polygamie et le lévirat, les grossesses précoces, la VBG ainsi que les mutilations génitales féminines/excision (MGF/E).

¹²³ « Tableau 5 : Indice des inégalités entre les sexes », PNUD, 2015.

¹²⁴ « Indice des institutions sociales et du genre : Bénin », OCDE, 2014.

¹²⁵ Ibid.

¹²⁶ « Rapport sur la situation des droits de l'homme au Bénin 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016.

¹²⁷ « Indice des institutions sociales et du genre : Bénin », OCDE, 2014.

¹²⁸ Ibid.

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ « Indicateurs du développement dans le monde », Banque mondiale, 2017.

En 2012, 31,9 % des femmes âgées de 20 à 24 ans étaient mariées avant l'âge de 18 ans,¹³¹ en dépit des lois en vigueur fixant l'âge légal à 18 ans. Les participants ont également indiqué que les hommes prennent souvent des décisions en matière de santé pour leur femme. Les personnes interrogées ont noté qu'une grande partie de la planification familiale qui a lieu se fait dans le secret par les femmes en raison des tabous sociaux entourant la question. Certes, la plupart des femmes ont déclaré connaître la planification familiale, mais seulement 14 % d'entre elles ont indiqué avoir utilisé une forme quelconque de contraception.¹³² La MGF/E continue également d'être pratiquée, bien que les participants aient indiqué que les ONG et les OSC ont assuré la sensibilisation à ce sujet. On estime à 13 % le taux des femmes ayant subi une MGF/E.¹³³

Les participants ont noté que l'on a souvent recours au règlement extrajudiciaire des différends (RED) pour faire respecter les droits des femmes, dans la mesure où les lois concernant les femmes sont souvent ignorées. Bien que le Bénin ait adopté une nouvelle loi en 2012 pour combattre la violence à l'égard des femmes et le viol, les normes culturelles, la stigmatisation sociale et le manque de formation des agents entraînent une hausse des taux de VBG.¹³⁴ Environ 75 % des femmes ont été victimes de VBG et plus de 40 % ont été victimes de violences sexuelles.¹³⁵ Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué qu'il existe une forte culture du silence, ce qui fait que de nombreux cas ne sont pas signalés.

¹³¹ Ibid.

¹³² « Enquête démographique et de santé », Enquêtes démographiques et sanitaires au Bénin, 2013.

¹³³ « Mutilation génitale féminine/excision : Aperçu statistique et exploration de la dynamique du changement », UNICEF, juillet 2013.

¹³⁴ « Indice des institutions sociales et du genre : Bénin », OCDE, 2014.

¹³⁵ « Les femmes béninoises font des progrès dans la lutte contre la violence », USAID, 2017.

Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau infranational : observations par région

Département d'Alibori

Situé à l'extrême nord-est du Bénin, le département d'Alibori compte 868 046 habitants selon les données du recensement de 2013.¹³⁶ Il fait frontière avec les départements d'Atakora et du Borgou, et partage des frontières internationales avec le Nigeria, le Niger et le Burkina Faso. Les Bariba, les Peuls et les Dendi constituent les principaux groupes ethniques du département d'Alibori.¹³⁷ L'agriculture, le commerce et les services sont les principales activités économiques.¹³⁸



Vulnérabilités structurelles

- Dépendance économique à l'égard de l'agriculture et de l'économie nigériane
- Infrastructure insuffisante et accès limité à des services publics de qualité
- Division entre les zones rurales et urbaines et disparités régionales en matière de développement et d'infrastructure
- Marginalisation économique des femmes
- Dégradation de l'environnement et changement climatique
- Taux élevé du chômage des jeunes
- Croissance démographique et forte population de jeunes
- Sous-utilisation de la planification familiale
- Fracture Nord-Sud
- Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décision politique

¹³⁶ « Portail de données sur le Bénin », Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) du Bénin.

¹³⁷ « Principaux indicateurs du RGPH, 2013 – Bénin », INSAE Bénin, 2013.

¹³⁸ « Statistiques sur l'emploi et la main-d'œuvre du Bénin, 2012 », INSAE Bénin, 2012.

	<ul style="list-style-type: none"> • Perceptions d'ingérence de l'exécutif, de corruption et de partialité dans le système judiciaire • Accès limité à la justice et méconnaissance des lois par la population • Porosité des frontières • Violence basée sur le genre (VBG) • Perceptions de corruption et d'inefficacité des forces de sécurité
Risques induits par les événements	<ul style="list-style-type: none"> • Récession économique au Nigeria et dans les pays voisins • Insécurité alimentaire • Catastrophes naturelles, notamment les inondations • Criminalité, notamment le trafic de drogue et contrebande transfrontalière • Conflits interreligieux • Conflits liés à la terre, en particulier les conflits entre éleveurs et agriculteurs • Élections
Facteurs de résilience sociale et institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • ONG et organisations de la société civile • Chefs religieux, conseils de sages et autres leaders locaux impliqués dans le règlement des différends • Groupes de surveillance et de chasse communautaires

Économie et ressources

L'économie du département d'Alibori est largement tributaire de l'agriculture, notamment de la production de coton, de cajou, de karité et d'autres cultures. Une grande partie des activités économiques de la région relève du secteur informel, et les producteurs de la région sont également très dépendants des échanges transfrontaliers et de la vente de produits sur les marchés nigérian et nigérien. Les participants à la recherche sur le terrain ont fait état de ce que les producteurs du département d'Alibori ont subi

« Les Nigériens avaient l'habitude de venir acheter nos produits agricoles, mais de nos jours ils viennent très rarement. Les femmes des marchés en sont réduites à stocker les céréales achetées à moindre coût. Elles attendent la contre-saison pour vendre ces produits à un prix plus élevé. »

- Agent développement, de Kandi

l'impact négatif de la récente récession économique au Nigeria voisin, ce qui a entraîné une hausse des prix et affecté la capacité des agriculteurs à écouler leurs productions.

Les personnes interrogées ont également indiqué que le département d'Alibori, et le nord du Bénin ont généralement des niveaux limités d'accès à l'infrastructure et aux services sociaux par rapport aux communautés du Sud du pays. Les participants ont particulièrement relevé le mauvais état des routes du département, ainsi que les fréquentes coupures d'électricité et l'inadéquation du système éducatif. Certaines écoles de la région n'auraient pas suffisamment de tables et de chaises pour accueillir les élèves ou ne disposent pas d'enseignants en nombre suffisant. Une personne interrogée indiqua que pour compenser ce déficit, certaines communautés se sont mises à recruter leurs propres enseignants, qui sont ensuite payés par les parents d'élèves. Le coût des frais de scolarité a également contribué au taux élevé d'abandon scolaire, en particulier chez les filles, dont l'éducation est souvent considérée

comme moins importante. Il existe également une inégalité remarquable entre les zones rurales et urbaines dans le département, les premières enregistrant des taux de pauvreté plus élevés et un accès plus limité aux services et aux infrastructures.

De même, le chômage des jeunes a été identifié comme une vulnérabilité clé par les participants à la recherche sur le terrain. Les personnes interrogées ont indiqué que, chez les jeunes, le chômage est dû au manque d'emplois formels et de possibilités d'entrepreneuriat ainsi qu'au faible niveau d'éducation et à l'absence de programmes gouvernementaux de formation professionnelle ou de soutien à l'emploi. Le chômage aurait également contribué au taux élevé de criminalité et de consommation de drogue chez les jeunes, et les personnes interrogées ont dit craindre que les griefs concernant le chômage ne rendent les jeunes plus susceptibles de se faire recruter par des groupes extrémistes.

Les femmes dans le département d'Alibori ne jouent qu'un rôle minime dans l'économie locale et sont principalement reléguées à la vie de famille. Les personnes interrogées ont indiqué que les femmes et les filles subissent des niveaux élevés de pressions de leur famille et époux pour qu'elles restent à la maison, et les participantes au groupe de discussion (GD) des femmes ont fait remarquer que même les femmes qui travaillent (surtout dans le commerce informel) continuent de « dépendre du bon vouloir des hommes ». L'autonomisation économique des femmes est également entravée par leur incapacité à hériter des terres en vertu du droit coutumier. Toutefois, plusieurs personnes interrogées ont indiqué que grâce aux activités de sensibilisation menées par les ONG, l'on note une nette amélioration sur ce point.

Enfin, le département d'Alibori est vulnérable aux pressions climatiques, à la dégradation de l'environnement et aux catastrophes naturelles,

« Si vous êtes originaire du Sud et que vous vous rendez au Nord, vous y serez toujours un étranger, et ce, même si vous y séjournez pendant 20 ans. Vous ne jouerez jamais du droit à la terre et vous n'en serez pas non plus propriétaire. Ensuite, s'ils vendent la terre, leurs enfants la réclameront, en ajoutant que leurs parents n'auraient pas dû la vendre. »

– Groupe de discussion des jeunes, Kandi

notamment les inondations. Les personnes interrogées ont signalé de multiples cas d'inondations qui ont détruit des champs ces dernières années, ainsi qu'une baisse du rendement des cultures en raison de la variation des régimes pluviométriques. Compte tenu de l'importance de l'agriculture dans l'économie locale, ces pressions ont eu une incidence négative sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire dans le département, en particulier pour les femmes et autres populations vulnérables.

Population et démographie

Le département d'Alibori se caractérise par une diversité ethnique, le recensement de 2013 ayant révélé que la population est composée à 37,1 % de Bariba, à 26,5 % de Peul et à 20,1 % de Dendi, avec un nombre plus restreint de Yoruba, de Gwa, d'Otamari, de Fon et d'autres groupes ethniques.¹³⁹ On estime que 81,3 % de la population pratique l'islam, tandis que les autres pratiquent le catholicisme, d'autres formes de christianisme, le vaudou ou d'autres religions traditionnelles.¹⁴⁰ Certes, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les relations entre les groupes ethniques et religieux sont généralement pacifiques, mais certains cas de conflit interreligieux ont été signalés dans le département. Les participants au groupe de discussion des hommes ont donné l'exemple d'un

¹³⁹ « Principaux indicateurs du RGPH, 2013 – Bénin », INSAE Bénin, 2013.

¹⁴⁰ Ibid.

conflit qui a éclaté en 2013 entre musulmans et chrétiens dans la ville de Same au sujet de la construction d'une église. En outre, les identités régionales et la fracture Nord-Sud continuent d'être un point de référence culturel important, contribuant souvent à une rhétorique « d'opposition des autochtones¹⁴¹ aux immigrants » qui privilégie les habitants du Nord pour le contrôle des terres et des postes politiques, entre autres.

La croissance démographique et l'importance de la population jeune de la région ont été l'une des vulnérabilités clés mises en évidence par les participants à la recherche sur le terrain dans le département d'Alibori. Les départements d'Alibori et d'Atacora ont les taux de fécondité les plus élevés du Bénin, avec une moyenne de 5,8 enfants par femme.¹⁴² Les personnes interrogées ont noté que la planification familiale est largement sous-utilisée (seulement 9,1 % des femmes du département d'Alibori ont déclaré utiliser une forme ou une autre de contraception en 2013)¹⁴³ en raison des normes culturelles et des croyances religieuses. Certaines participantes ont indiqué que les femmes échangent des conseils ou des informations sur la planification familiale, mais que cela se fait dans le secret, à l'insu de leurs époux en raison des tabous sociaux. Outre les effets sanitaires du taux de natalité élevé de la région (tel que la mortalité maternelle ou les décès dus aux avortements clandestins), les participants à la recherche sur le terrain ont relevé que l'accroissement de la population jeune constitue une vulnérabilité économique et a contribué à la hausse de la criminalité.

Outre la sous-utilisation de la planification familiale, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que la croissance démographique dans la région est induite par un taux élevé des grossesses chez les adolescentes et les mariages précoces. Dans le département d'Alibori, 30,7 % des filles âgées de 15 à 19 ans

étaient en état de grossesse ou avaient déjà enfanté en 2013, et l'âge moyen du mariage chez les femmes de 20 à 49 ans était de 18,5 ans.¹⁴⁴ Les personnes interrogées ont indiqué que le mariage précoce est souvent motivé par la pauvreté et contribue à un taux plus élevé d'abandon scolaire chez les filles.

Politique et gouvernance

Bien que les identités régionales n'aient pas été soulignées comme une source immédiate de tensions, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que la fracture Nord-Sud et la rhétorique « d'opposition des autochtones aux immigrants » influent sur la politique dans le département d'Alibori. Plusieurs personnes interrogées ont exprimé le sentiment qu'être un « fils du terroir » l'emporte sur le mérite et les qualifications dans le cadre du vote et de l'attribution des postes politiques. D'autres ont rapporté que ces divisions sont manipulées par la classe politique pendant les périodes électorales pour mobiliser les électeurs.

La violence politique n'était pas une préoccupation majeure chez les personnes interrogées ; toutefois il a été noté que les tensions locales éclatent à l'approche des élections. Les participants se sont également dits préoccupés par le fait que l'introduction du Recensement administratif à vocation d'identification de la population (RAVIP), qui remplacerait la Liste électorale permanente informatisée (LEPI) en novembre 2017, puisse entraîner des confusions ou susciter des controverses au sujet des inscriptions des électeurs avant les élections législatives de 2019.

Au nombre des autres questions soulevées par les participants à la recherche sur le terrain, figurait la controverse concernant la destitution de plusieurs maires par le président, une mesure à motivation

¹⁴¹ Terme français désignant les populations autochtones, locales ou originaires du pays.

¹⁴² « Enquête démographique et de santé », Enquêtes démographiques et sanitaires au Bénin, 2013.

¹⁴³ Ibid.

¹⁴⁴ Ibid.

politique, et la lutte permanente de la nouvelle administration contre la corruption.

« Plus vous connaissez quelqu'un d'influent, plus rapidement votre affaire sera traitée. La justice des forts est celle qui prévaut. La justice n'est pas rendue comme il se doit. Tout est fonction de vos relations. »

- Propriétaire d'entreprise, Kandi

Les femmes et les jeunes sont également sous-représentés dans la prise de décision politique dans le département d'Alibori. Les participantes à la recherche sur le terrain ont indiqué que les femmes qui s'engagent en politique sont victimes d'intimidation, de harcèlement, voire d'enlèvement, ainsi que d'un manque de soutien financier pour leurs campagnes. Il est vrai que les jeunes soient souvent mobilisés lors des périodes de campagne électorale, mais ils occupent rarement des postes politiques officiels. Comme l'ont décrit les participants au groupe de discussion : « les jeunes ont hâte de s'engager en politique, mais on leur dit toujours qu'ils sont trop jeunes. Mais pendant combien de temps devraient-ils attendre ? Les jeunes ne servent qu'à aider la classe politique à mobiliser la base. Les responsables politiques leur disent : « C'est votre rôle, vous ne pouvez pas être candidat ». Ils font de fausses promesses : « Si vous me soutenez, je vous donnerai telle chose. Mais, une fois élu, vous ne les voyez plus jamais. »

État de droit

Les participants à la recherche sur le terrain ont fait état d'un faible niveau de confiance dans le système judiciaire, en grande partie en raison des perceptions d'ingérence du pouvoir exécutif, de corruption et de partialité envers les riches ou ayant des liens politiques. Les personnes interrogées ont également souligné que les populations vulnérables ont un accès limité à la

justice en raison des coûts élevés du recrutement d'un avocat et de leur méconnaissance des lois et de leurs droits légaux. En outre, la diffusion, la mise en œuvre et l'application incomplètes des lois, en particulier celles relatives aux droits des femmes, est une préoccupation constante. En conséquence, de nombreuses personnes auraient recours à d'autres mécanismes de règlement des conflits, comme la médiation par les chefs religieux et traditionnels, les comités de conciliation villageois ou les conseils des sages, pour régler les conflits.

« À Alibori, le pouvoir des hommes sur les femmes est accepté, à telle enseigne que toute résistance de la femme est souvent sanctionnée par une violence physique parfois fatale. Un monsieur, qui attendait son repas au champ, s'est rendu compte - au moment où ses enfants sont venus le rejoindre pour le travail champêtre - que les restes de nourriture de la veille avaient été chauffés et remis à ses enfants sous forme de petit déjeuner, et ce, sans qu'il n'en reste pour lui. En colère, il a quitté le champ pour se rendre chez lui afin de réclamer son repas à son épouse. En dépit des explications de cette dernière, qui a soutenu que les restes de la veille ne suffisaient pas pour tous, l'homme s'est jeté sur elle et l'a rouée de coups au point de lui fracturer une côte. Faute de soins médicaux, elle est décédée le troisième jour. »

- Groupe de discussion des femmes, Kandi

Sécurité

Les principales préoccupations en matière de sécurité identifiées par les participants à la recherche sur le terrain dans le département d'Alibori intègrent la criminalité (en particulier les vols à main armée), la consommation et le trafic de drogue, la contrebande transfrontalière, les conflits fonciers liés à l'héritage ou la vente de terres, et les conflits entre éleveurs et agriculteurs.

De nombreuses personnes interrogées ont attribué la hausse de la criminalité et de la consommation de drogue au taux élevé de chômage des jeunes dans la région et à l'absence de forces de sécurité dans les zones rurales. Les frontières poreuses du pays facilitent également la contrebande, en particulier de carburant en provenance du Nigeria. Les personnes interrogées ont averti que l'utilisation répandue de carburant de contrebande et altéré occasionne souvent des incendies et des problèmes de santé.

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs, qui impliquent souvent des éleveurs traversant la frontière en provenance du Niger ou du Nigeria, sont une source majeure d'insécurité dans le département d'Alibori, selon les personnes interrogées. Comme l'ont décrit les participants au groupe de discussion des jeunes : « c'est carrément devenu une guerre au Bénin entre les Peuls et les agriculteurs à Ségbana et à Kandi. Elle s'est maintenant transformée en une sorte de conflit ethnique. Les Peuls sont toujours prêts à recourir à la force. Quand c'est le cas, les populations du village se mobilisent. Ne sachant pas quel Peul a commis l'acte de violence, elles s'en prennent donc à n'importe quel Peul. » En juillet 2016, les données d'ECOWARN ont fait état d'affrontements entre éleveurs et agriculteurs dans le district de Malanville, dans le département d'Alibori, lesquels affrontements ont fait au moins sept morts. Les personnes interrogées ont indiqué que ces affrontements sont souvent exacerbés par l'inexistence d'autres itinéraires ou le non-respect des couloirs de transhumance mis en place.

Bien que le département d'Alibori n'ait pas connu d'actes de terrorisme, les participants à la recherche sur le terrain se sont également dits très préoccupés par le risque de débordement des conflits ou des idéologies radicales provenant du Burkina Faso, du Niger ou du Nigeria, en raison de la porosité des frontières de la région. La propagation potentielle du type d'idéologie adopté par le groupe terroriste Boko Haram du Nigeria a été jugée particulièrement préoccupante, compte

tenu en particulier de la prévalence du chômage chez les jeunes. Toutefois, une personne interrogée a fait remarquer que les imams locaux qui participent à l'explication de concepts comme le jihad constituent un moyen de dissuasion efficace contre la radicalisation.

La violence basée sur le genre (VBG) serait également très répandue dans le département d'Alibori. Une étude réalisée en 2009 par le ministère béninois de la Famille et de la Solidarité nationale a révélé que jusqu'à 70 % de femmes au Bénin ont été victimes d'une forme quelconque de violence basée sur le genre au cours de leur vie. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué qu'en dépit de la prévalence de cette violence, il existe une forte culture du silence qui empêche de nombreuses femmes de dénoncer les cas ou de demander justice. Comme l'a indiqué un avocat interrogé à Kandi : « Il existe de nombreux cas de femmes battues. Elles ne peuvent se plaindre de crainte de perdre leur foyer. Dans mon ONG, nous en rencontrons, et leur demandons de dénoncer la situation, afin de simplement sensibiliser les époux ; mais elles refusent même cela. »

Enfin, les participants à la recherche sur le terrain ont fait part d'un niveau de confiance relativement faible dans les forces de sécurité locales, indiquant que ces dernières sont souvent concentrées dans les zones urbaines, manquent de moyens adéquats et réagissent de manière réactive plutôt que proactive aux incidents. Les personnes interrogées ont également fait état de perceptions de corruption et de complicité entre la police et les criminels. En conséquence, de nombreuses communautés locales compteraient sur des groupes communautaires de surveillance et de chasse pour appuyer les forces de sécurité et assurer la sécurité. Certes, ces groupes sont généralement considérés comme contribuant de manière positive à la sécurité, mais certaines personnes interrogées se sont dites préoccupées par les cas de recours excessif à la force ou d'abus contre les populations locales par ces groupes.

« Le rôle de la société civile est essentiel au Bénin. Elle jouit d'une bonne attention. Par exemple, lors des dernières élections communales, Social Watch a résolu la tension politique prévalant en rassemblant les acteurs politiques et en les réconciliant. »

- Agent de développement, Kandi

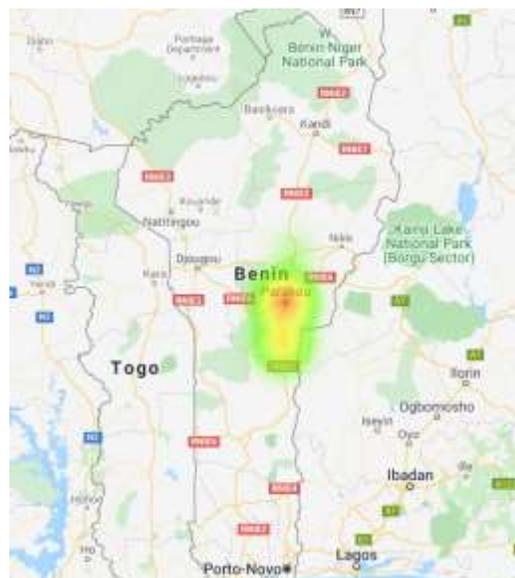
Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

En dépit des vulnérabilités et des risques décrits ci-dessus, les participants à la recherche sur le terrain dans le département d'Alibori ont identifié plusieurs facteurs importants de résilience sociale et institutionnelle. Les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de la société civile (OSC) sont activement impliquées dans les activités de sensibilisation et de plaidoyer dans le département, notamment au sujet des questions sociales, telles que les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF/E) et l'accès

des femmes à la terre. En particulier, l'ONG Social Watch a été identifiée par plusieurs participants comme jouant un rôle important dans la consolidation de la paix et la résolution des conflits dans la région. Les participants au groupe de discussion des hommes ont cité les exemples de médiation de Social Watch dans un conflit entre musulmans et chrétiens dans la ville de Same pour la construction d'une église en 2013, ainsi qu'un conflit en 2015 au sujet d'un imam à Tchourou. Social Watch aurait également organisé des dialogues politiques et créé des cellules de participation civique à Kandi, qui assurent la sensibilisation sur les questions de paix et de sécurité dans la région. En outre, les chefs religieux, les tribunaux de conciliation, les conseils des anciens ou des sages et d'autres chefs locaux sont des acteurs clés dans la médiation en matière de conflits dans la région. Enfin, les groupes de surveillance et de chasse de quartier, qui collaborent souvent avec la police locale, sont généralement perçus comme contribuant positivement à la sécurité dans le département d'Alibori.

Département du Borgou

Deuxième région la plus peuplée du Bénin avec 1 202 095 habitants, le département du Borgou fait frontière avec les départements d'Alibori, des Collines, d'Atakora et de Donga et partage une frontière internationale avec le Nigeria.¹⁴⁵ Il se compose de plusieurs groupes ethniques, dont les Bariba et les Peuls.¹⁴⁶ Les principales activités économiques dans le Borgou sont l'agriculture, principalement la production de manioc, d'igname et de maïs, le commerce et les services, et le travail manuel qualifié.¹⁴⁷



Vulnérabilités structurelles

- Dépendance économique à l'égard du secteur informel et de l'économie nigériane
- Disparités entre les zones rurales et urbaines en matière de développement et d'infrastructures
- Dégradation de l'environnement et changement climatique
- Taux élevé du chômage des jeunes
- Croissance démographique et forte population de jeunes
- Sous-utilisation de la planification familiale
- Prévalence du mariage précoce, de la polygamie et des grossesses d'adolescentes
- Fracture Nord-Sud
- Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décision politique
- Perceptions d'ingérence de l'exécutif, de corruption et de partialité dans le système judiciaire
- Violence basée sur le genre (VBG)
- Perceptions de corruption et d'inefficacité des forces de sécurité

¹⁴⁵ « Portail de données sur le Bénin », Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) du Bénin.

¹⁴⁶ « Principaux indicateurs du RGPH, 2013 – Bénin », INSAE Bénin, 2013.

¹⁴⁷ « Statistiques sur l'emploi et la main-d'œuvre du Bénin, 2012 », INSAE Bénin, 2012.

Risques induits par les événements	<ul style="list-style-type: none"> • Insécurité alimentaire • Récession économique au Nigeria et dans les pays voisins • Criminalité, notamment la contrebande transfrontalière • Conflits fonciers, notamment les conflits entre éleveurs et agriculteurs • Conflits liés à la chefferie • Tensions croissantes à l'approche des élections
Facteurs de résilience sociale et institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Coexistence pacifique interreligieuse • Chefs religieux, conseils des sages et autres dirigeants locaux impliqués dans le règlement des conflits • Groupes de la société civile et organes médiatiques • Programmes de microfinance et de tontine • Initiatives visant à lutter contre le chômage des jeunes • Groupes communautaires de surveillance et de chasse

Économie et ressources

L'économie du département du Borgou est en grande partie tributaire de l'agriculture et du petit commerce et, comme c'est le cas dans tout le Bénin, l'essentiel de cette activité économique relève du secteur informel. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que la prédominance du secteur informel est due en partie aux obstacles fiscaux et administratifs à l'enregistrement des entreprises dans le secteur formel. Les personnes interrogées ont également indiqué que l'économie locale a récemment été touchée par l'éviction ordonnée par le gouvernement des vendeurs du secteur informel en bordure de routes et dans les espaces publics. Certaines participantes au groupe de discussion des femmes ont indiqué que cette décision a particulièrement touché les femmes, qui sont souvent engagées dans le petit commerce, pendant que d'autres ont fait remarquer que la

décision a entraîné une hausse du chômage et de la criminalité.

En raison de la proximité du département avec le Nigeria et de la frontière qu'il a en partage ce pays, le commerce transfrontalier (y compris la contrebande de carburant) est essentiel à l'économie de la région. Cette dépendance accroît également la vulnérabilité du département du Borgou aux chocs externes, tels que la récente récession économique au Nigeria. Comme l'a indiqué un responsable gouvernemental à Parakou : « La proximité avec le Nigeria a une trop grande influence sur le pays. Lorsque le Nigeria éternue, le Bénin est enrhumé. » Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que la récession économique a eu une incidence négative grave sur le département du Borgou, la baisse des échanges transfrontaliers a contribué à accroître la pauvreté, le chômage et l'insécurité alimentaire au Bénin.

« La plupart des jeunes travaillent dans le secteur informel. On essaierait de faire barrage au secteur informel que le pays s'effondrerait. Le gouvernement le sait, le maire aussi. »

- Groupe de discussion des jeunes, Parakou

Une vulnérabilité économique clé identifiée par les participants à la recherche sur le terrain est le taux élevé de chômage des jeunes dans la région. Les personnes interrogées dans le GD des jeunes attribuent la prévalence du chômage des jeunes au manque de possibilités d'emploi dans le secteur formel, à la formation inappropriée à la vie professionnelle et aux obstacles à l'auto-emploi, tels que les obstacles administratifs et l'accès

limité au capital. En conséquence, de nombreux jeunes du département du Borgou exercent dans le secteur informel ou émigrent vers Nigeria à la recherche de meilleures opportunités économiques.

D'autres préoccupations ont également été soulignées par les participants à la recherche sur le terrain, il s'agit des disparités entre les zones rurales et urbaines en termes d'infrastructures et de services sociaux, de système de santé inadéquat et d'insécurité alimentaire. Ces problèmes auraient contribué à une hausse de la migration vers les zones urbaines, laquelle a, à son tour, pour effet de réduire la main-d'œuvre rurale nécessaire à la production agricole.

Les femmes dans le département du Borgou sont plus souvent engagées dans la production agricole, les petites entreprises et le petit commerce dans le secteur informel. Comme indiqué plus haut, la présence des femmes dans le secteur informel, qui offre également des salaires plus bas et moins de protection en matière d'emploi, peut accroître leur vulnérabilité aux chocs, tels que la récession économique. Au Bénin, les femmes se heurtent souvent à des obstacles à l'accès au crédit et au

« La plupart de nos sœurs et mères se constituent en associations pour œuvrer à leur propre autonomie financière au moyen de tontines quotidiennes (100 FCFA). Cette autosuffisance est un moyen pour les femmes de s'affranchir de la pauvreté, quoiqu'elles se heurtent souvent à l'opposition de leurs époux qui se déchargent parfois de leurs responsabilités familiales en les confiant aux femmes ; celles-ci sont souvent victimes de violence physique. L'autonomie financière permet aux femmes de se libérer de la domination des hommes. »

- Groupe de discussion des femmes, Parakou

¹⁴⁸ « Principaux indicateurs du RGPH, 2013 – Bénin », INSAE Bénin, 2013.

financement, cependant, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les femmes dans le département du Borgou ont bénéficié de programmes de microfinance, de tontines et d'autres mécanismes de financement visant à accroître leur autonomie économique.

Enfin, le département du Borgou est vulnérable à la dégradation de l'environnement et aux effets du changement climatique. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que si les opérations d'exploitation forestière hors de Parakou ont contribué à la déforestation, la dégradation des sols et la baisse des précipitations ont, elles aussi, eu une incidence négative sur la production d'ignames (culture commerciale importante pour le département) et d'autres produits agricoles au cours de l'année.

Population et démographie

La population du département du Borgou se compose principalement des groupes ethniques Bariba (37,6 %) et Peul (33 %), avec des populations en nombre plus restreint de Yoruba, de Gua, d'Otamari, de Fon et autres.¹⁴⁸ Une majorité (69,8 %) de la population pratique l'islam, tandis que 15 % sont catholiques et les autres pratiquent d'autres formes de christianisme, le vaudou ou d'autres religions.¹⁴⁹ Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les relations entre les groupes ethniques et religieux dans le département du Borgou ont toujours été pacifiques. Toutefois, comme dans de nombreuses régions du Bénin, les identités régionales et la fracture Nord-Sud peuvent être une source de division dans le département du Borgou, notamment en période électorale. Les personnes interrogées ont également cité des exemples où les identités régionales affectent les mariages et les accords commerciaux, ainsi que la politique.

¹⁴⁹ Ibid.

L'une des préoccupations démographiques clés de la région identifiées par les participants à la recherche sur le terrain était l'importance et la croissance de la population de jeunes. En 2013, le taux de fécondité total du département, qui était de 5,2 enfants par femme, était légèrement supérieur à la moyenne nationale (4,9 enfants).¹⁵⁰ Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les services de planification familiale sont disponibles dans la région, mais sont souvent sous-utilisés en raison des normes religieuses et culturelles. Comme l'a décrit un responsable de l'administration à Parakou : « Dans nos mosquées, si vous avez deux ou trois enfants, on vous dit que la religion musulmane recommande qu'une femme fasse plus d'enfants, ou que Dieu lui a donné un potentiel de procréation plus grand. Les femmes sont sous pression pour qu'elles prennent des médicaments, afin d'avoir plus d'enfants. » Selon l'enquête démographique et sanitaire de 2013, 17,6 % des femmes âgées de 15 à 49 ans issues du département du Borgou ont déclaré recourir à une forme quelconque de contraception, soit le deuxième taux le plus élevé du pays.¹⁵¹ La croissance démographique est également est imputable au taux relativement élevé de mariages polygames dans le département ; en 2013, 28,5 % des femmes âgées de 15 à 49 ans issues du département du Borgou avaient contracté un mariage polygamique dans lequel il y avait une coépouse, et 9,4 % avaient contracté un mariage comptant deux coépouses ou plus.¹⁵²

Outre la croissance démographique, la prévalence des mariages précoces dans le département, en particulier dans les zones rurales, et les grossesses chez les adolescentes ont été identifiées comme étant des vulnérabilités démographiques. Près d'une fille sur cinq (18,6 %) âgée de 15 à 19 ans dans le département du Borgou était en état de grossesse ou avait déjà enfanté en 2013, et l'âge moyen au premier mariage était de 18,7 ans pour les femmes et 25 ans pour les hommes.¹⁵³ Les

¹⁵⁰ « Enquête démographique et de santé », Enquêtes démographiques et sanitaires au Bénin, 2013.

¹⁵¹ Ibid.

« Une de mes sœurs aînées a épousé un Fon, un homme du Sud. Ils ont contracté un mariage traditionnel ici ; toutefois, lorsqu'ils se sont rendus au Sud, les parents de l'homme n'ont pas accepté le mariage. Ils lui ont demandé de prendre une seconde épouse originaire du Sud. Cette dernière a expulsé ma sœur. Et maintenant, ma sœur, qui est la première épouse, a dû retourner au Nord. »

- Groupe de discussion des jeunes, Parakou

participants à la recherche sur le terrain ont noté que les mariages précoces sont souvent motivés par des pressions financières. Comme l'expliquent les personnes interrogées dans le groupe de discussion des jeunes : « À un certain âge, les femmes commencent à avoir beaucoup de besoins que leurs parents ne peuvent pas les satisfaire, leur argent de poche ne peut couvrir ceux-ci. Cette situation peut parfois créer le besoin chez les femmes de se marier. »

Politique et gouvernance

Les vulnérabilités politiques clés signalées par les participants à la recherche sur le terrain intégraient la prédominance des identités régionales et du népotisme le long des clivages familiaux et régionaux dans la vie politique. Les tensions entre les habitants du Nord et du Sud sont particulièrement fréquentes en périodes électorales, pendant lesquelles les responsables politiques se servent des identités régionales comme outil pour mobiliser les électeurs. Toutefois, même si les tensions peuvent s'intensifier pendant les périodes électorales, le risque de violence politique reste faible, selon les personnes interrogées. Comme l'a indiqué un participant au groupe de discussion des hommes en décrivant les tensions au sujet des élections, « on peut souvent entendre des mots déplaisants,

¹⁵² Ibid.

¹⁵³ Ibid.

mais, en règle générale, la situation ne dégénère pas ».

Cependant, en juin 2017, la ville de Parakou a été le théâtre d'une violente dispute au sujet de la chefferie traditionnelle lorsque deux candidats rivaux à la royauté, dont l'un a été soutenu et installé par le maire, réclamait le trône. Les données d'ECOWARN font état d'au moins deux décès causés par le conflit, ce qui a été confirmé par les personnes interrogées à Parakou. Bien qu'aucun autre acte de violence n'ait été signalé, le différend continue de contribuer aux tensions dans la région. Un dirigeant local interrogé à Parakou a déclaré : « Je suis un chef griot, mais à cause de ce conflit, je m'abstiens depuis lors de fréquenter quelque palais que ce soit ».

Les participants à la recherche sur le terrain ont également exprimé leur insatisfaction à l'égard des récentes réformes mises en œuvre par l'administration Talon et ont fait part de la perception que le gouvernement ne tient pas suffisamment compte des impacts sociaux de ces réformes ou ne sollicite pas non plus la participation des communautés. Comme l'a déclaré l'une des personnes interrogées dans le groupe de discussion des hommes : « Le réel problème avec ce gouvernement, est qu'il n'écoute pas et prend des décisions arbitraires ». Les participants à la recherche sur le terrain ont mis particulièrement l'accent sur le licenciement des maires, l'expulsion des vendeurs informels des voies publiques et l'annulation des examens des étudiants, connus sous le nom de concours, comme étant des questions qui suscitent des débats et controverses.

« Le nouveau président a suspendu le concours en raison de problèmes de tricherie. Le fait que le concours ait été annulé a vraiment choqué beaucoup de personnes. Ils en étaient stupéfaits. Cela a suscité beaucoup de rumeurs. »

- Groupe de discussion des jeunes, Parakou

« La politique ne fonctionnerait pas sans les jeunes. Ils sont utilisés comme outils au service des politiciens ; des promesses leur sont faites par ces derniers, mais les acteurs politiques ne les tiennent pas. En dépit de nos interpellations, ils ne répondent pas. »

- Groupe de discussion des jeunes, Parakou

Enfin, les femmes et les jeunes demeurent sous-représentés dans la prise de décision politique dans le département du Borgou, et les personnes interrogées ont fait état de la mobilisation de ces groupes pour le vote pendant les périodes de campagne, après quoi ils sont ignorés. Les femmes seraient impliquées dans l'activisme politique et les jeunes seraient actifs pendant les périodes électorales, mais occupent rarement des postes de responsabilité. Une personne interrogée issue de Guéma, un quartier de Parakou, a indiqué que « sur les neuf délégués de district, sept sont des hommes, deux sont des femmes et trois sont des jeunes ».

État de droit

Les participants à la recherche sur le terrain dans le département du Borgou ont indiqué un niveau de confiance relativement faible dans le système judiciaire, citant les perceptions d'ingérence du pouvoir exécutif, la corruption et la partialité en faveur des riches. Comme l'ont décrit les personnes interrogées dans le groupe de discussion des hommes : « Au Bénin, devant la justice, c'est le plus fort qui gagne. Lorsque le prévenu ne comprend pas la langue française, les interprètes qui leur permettent d'interjeter appel ne sont pas sincères dans leur traduction. Ils sont souvent corrompus et disent autres choses au détriment des plus faibles (analphabètes). Les analphabètes ont même peur des procès et rechignent à se rendre au tribunal. » En outre, les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que les droits des femmes sont mal défendus dans

la pratique, et ce, malgré l'existence de lois nationales sur l'égalité des sexes. En conséquence, de nombreuses personnes dans le département du Borgou préfèrent souvent demander la justice par le biais de mécanismes extrajudiciaires ou traditionnels de règlement de conflits, tels que la médiation des chefs religieux, avant de s'adresser au système judiciaire.

Sécurité

La préoccupation principale en matière de sécurité identifiée par les participants à la recherche sur le terrain dans le département du Borgou était la criminalité, principalement les incidents de vols mineurs et de banditisme armé. La consommation de drogue, les conflits entre éleveurs et agriculteurs dans les zones rurales et les litiges au sujet de la vente de terres à de multiples personnes ont également été mis en évidence comme étant des risques dans la région. Les conflits fonciers sont particulièrement fréquents en milieu urbain, où la croissance démographique est exacerbée par le manque de terres disponibles pour la construction et la culture. Les femmes dans le département seraient également confrontées à des forts taux de violence basée sur le genre (VBG).

En outre, les participants à la recherche sur le terrain mettent en doute le professionnalisme et l'efficacité des forces de sécurité locales. Les personnes interrogées ont particulièrement cité la lenteur du temps de réaction de la police, qui a été attribuée à un manque de ressources suffisantes, et ont indiqué que les forces de sécurité sont souvent complices de corruption et de criminalité. En conséquence, les communautés locales ont constitué des groupes de surveillance de quartier ou des brigades de sécurité civile pour venir en renfort aux forces de sécurité dans la région. Ces groupes, qui comptent en leur sein des groupes de chasseurs traditionnels dans certaines communautés, jouiraient d'un large soutien communautaire et collaboreraient avec la police dans leurs opérations.

« Il existe dans nos quartiers animés des brigades de sécurité civile, composées de jeunes volontaires. Mais le soutien des autorités ne suit pas. Toutefois, les chefs de quartier que nous sommes avons la volonté et prenons l'engagement de fournir des informations aux forces de sécurité. La brigade civile est très appréciée par la population. Il existe également des chasseurs traditionnels qui jouent un rôle important dans le jeu. Ils soutiennent les forces de sécurité. »

- Groupe de discussion des hommes, Parakou

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

En dépit des préoccupations évoquées ci-dessus, les participants à la recherche sur le terrain dans le département du Borgou ont identifié un certain nombre de facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui contribuent à atténuer les risques de conflit et les vulnérabilités. Les personnes interrogées ont particulièrement mis l'accent sur les antécédents de coexistence pacifique entre les groupes religieux dans le département. Les chefs religieux, les conseils des sages et d'autres chefs locaux sont également impliqués dans le règlement des conflits au niveau local. Les organes médiatiques et les activités des groupes de la société civile contribuent à apaiser les tensions sociales et à fournir les informations ainsi qu'à sensibiliser les communautés locales. De même, les personnes interrogées ont également mis en évidence l'importance des initiatives visant à s'attaquer au chômage des jeunes, telles que l'Agence nationale de promotion de l'emploi, et les initiatives de micro-financement ou de tontine visant à renforcer l'autonomisation économique des femmes. Finalement, les groupes locaux de surveillance de quartier ou les brigades de sécurité civile contribueraient positivement à la sécurité dans la région.

Département du Littoral

Situé le long de la côte du Golfe de Guinée et au Sud des départements de l'Atlantique et d'Ouémé, le département du Littoral est le site de la ville de Cotonou, la plus grande du Bénin. Abrutant les groupes ethniques Fon, Adja et Yoruba, le Littoral comptait une population de 678 874 habitants en 2013.¹⁵⁴ Contrairement à d'autres départements où l'agriculture est la principale activité économique, la principale activité du Littoral est le secteur du commerce et des services.¹⁵⁵ Au nombre d'autres activités économiques clés, figurent le travail manuel qualifié, la gestion professionnelle et le travail de technicien.¹⁵⁶



Vulnérabilités structurelles

- Chômage des jeunes
- Dépendance économique vis-à-vis de l'économie nigériane
- Prédominance de l'économie informelle
- Exode rural
- Fourniture limitée de services sociaux (santé, éducation, eau potable)
- Croissance démographique
- Inégalité
- Manque de possibilités d'emploi
- Manque d'accès au système judiciaire
- Perceptions d'ingérence de l'exécutif, de corruption et de partialité dans le système judiciaire
- Système carcéral surpeuplé et doté ressources insuffisantes
- Porosité des frontières

Risques induits par les événements

- Pauvreté
- Insécurité alimentaire
- Récession économique au Nigeria
- Cas de contrebande transfrontalière
- Cas de corruption
- Criminalité
- Élections
- Fraude électorale

¹⁵⁴ 2014 FICHE DE DONNÉES SUR LA POPULATION

¹⁵⁵ « Statistiques sur l'emploi et la main-d'œuvre du Bénin, 2012 », INSAE Bénin, 2012.

¹⁵⁶ Ibid.

- Organisations de la société civile
- Syndicats
- Cour constitutionnelle
- Groupes de sécurité dans les quartiers et villages

Économie et ressources

Les participants à la recherche sur le terrain ont cité le chômage, la pauvreté, l'inégalité et l'inflation comme étant les vulnérabilités économiques clés dans le département du Littoral. Les participants ont indiqué que la prédominance de l'emploi informel dans le département constitue une vulnérabilité persistante en raison du fait que l'on ne peut percevoir les impôts sur les échanges commerciaux dans le secteur informel. Lors des discussions de groupe de discussion des femmes, les participantes ont indiqué que les femmes jouent un rôle essentiel dans l'économie et qu'elles constituent la majorité des commerçants au marché. Les personnes interrogées ont également souligné le manque d'opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes.

Les participants au groupe de discussion des jeunes ont ajouté que le manque de ressources suffisantes a empêché les jeunes d'entreprendre des activités génératrices de revenus.

« Le développement de l'activité de moto-taxis ne convient pas à l'économie nationale dans la mesure où les travailleurs valides abandonnent l'agriculture pour se rendre en ville, afin d'y conduire des moto-taxis. »

- Groupe de discussion des hommes, Cotonou

L'exode rural a également été cité comme constituant une vulnérabilité au cours du travail sur le terrain. Les participants ont indiqué qu'en raison de l'afflux de personnes dans les zones urbaines, un nombre plus ne réduit de personnes travaillent dans l'agriculture, ce qui entraîne une

hausse des prix des denrées alimentaires. Cette situation, couplée à la hausse des prix d'autres produits de base, a exacerbé la pauvreté.

Les participants à la recherche sur le terrain ont exprimé des sentiments mitigés au sujet des prêts sous forme de microcrédits. Plus précisément, les participantes au groupe de discussion des femmes ont indiqué que, si les femmes bénéficient souvent de programmes de microcrédit, en revanche, il ne leur est pas souvent accordé un délai suffisant pour rembourser les prêts.

Les relations économiques du Bénin avec le Nigéria ont été examinées tout au long de la recherche sur le terrain. Les personnes interrogées ont relevé que l'économie du Bénin est étroitement liée à l'économie nigérienne et affectée par les fluctuations du naira nigérian. En outre, la frontière entre le Nigéria et le Bénin serait poreuse, ce qui rendrait difficile la régulation des flux de marchandises. Au cours d'un entretien avec un informateur clé (EIC), un participant à la recherche sur le terrain a signalé que le prix élevé de l'essence au Bénin a entraîné une augmentation de la contrebande d'essence en provenance du Nigeria.

Les personnes interrogées ont cité la perception de la corruption au niveau des contrôles douaniers et du système fiscal comme une préoccupation constante dans le département du Littoral. Par exemple, au cours de la DG des hommes, un participant a déclaré qu'il y aurait eu des cas où les grandes maisons étaient moins taxées que les petites maisons. Au cours d'un EIC, une dirigeante d'un groupe de femmes a signalé que la corruption et les détournements de fonds auraient conduit à des conflits fonciers.

Population et démographie

La population du département du Littoral se compose principalement des groupes ethniques Fon (56,5 %), Adja (17,7 %) et Yoruba (10,9 %).¹⁵⁷ On estime que 51,2 % de la population pratique le catholicisme et 16,9 % l'islam, tandis que le reste de la population pratique d'autres formes de christianisme, les religions traditionnelles et le vaudou.¹⁵⁸ Les participants à la recherche sur le terrain ont cité l'exode rural, le chômage des jeunes et la forte croissance démographique comme les principales vulnérabilités démographiques dans le département du Littoral.

Les personnes interrogées ont souligné que la migration des zones rurales vers les zones urbaines, en particulier vers Cotonou, la plus grande ville du Bénin, est une préoccupation constante. Cette situation a entraîné un surpeuplement, ce qui se traduit par un faible accès à un logement décent et à des soins de santé de qualité dans les zones urbaines.

Les participants à la recherche sur le terrain ont également discuté de l'afflux de jeunes, déclarant que les écoles sont surpeuplées, ce qui nuit à la qualité de l'éducation. En outre, l'accroissement de la population a dégradé le niveau de vie du citoyen moyen en raison du surpeuplement, du manque d'opportunités économiques et de la mauvaise prestation des services sociaux. Le chômage des jeunes a également été cité comme l'une des principales vulnérabilités, les participants ont également signalé que de nombreux étudiants obtiennent leur diplôme universitaire et constatent qu'il y a peu de possibilités d'emploi.

Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que la prévalence de grossesses chez les adolescentes est une préoccupation constante. Lors de la discussion de groupe des hommes, les participants ont indiqué que les grossesses chez

les adolescentes ont conduit à l'abandon d'enfants du fait de la pauvreté et du coût élevé des dépenses médicales. Les personnes interrogées ont indiqué qu'un meilleur accès à la planification familiale contribuerait à faire baisser les taux de grossesse chez les adolescentes.

Politique et gouvernance

Lors du travail sur le terrain, les participants ont souligné les perceptions de corruption et de népotisme comme étant des vulnérabilités politiques clés. Dans le groupe de discussion des hommes, les participants ont rapporté que les hommes d'affaires s'ingèrent dans la politique. Ils se serviraient de l'argent pour acheter des suffrages et obtenir le pouvoir.

Les personnes interrogées ont indiqué qu'une certaine inquiétude prévaut à l'approche des élections législatives de 2019. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que l'accès des électeurs constituait une préoccupation, mais ont également noté que les organisations de la société civile ont été actives dans les efforts visant à améliorer l'accès des électeurs. La fraude électorale a été relevée comme constituant un autre point de préoccupation. Les personnes interrogées ont évoqué la création d'une nouvelle carte d'identité « tout usage », notamment le Recensement administratif à vocation d'identification de la population (RAVIP), indiquant craindre qu'elle n'entraîne la fraude. Plusieurs participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que l'on craignait que les étrangers ne votent lors des prochaines élections.

En outre, les personnes interrogées ont indiqué qu'il y a peu de sensibilisation au sujet de la nouvelle méthode d'identification, ce qui a semé la confusion au sein de la population dans son ensemble. Lors d'un entretien avec les informateurs clés, un journaliste a déclaré qu'il y

¹⁵⁷ « Principaux indicateurs du RGPH, 2013 – Bénin », INSAE Bénin, 2013.

¹⁵⁸ Ibid.

avait un manque de planification relativement aux élections de 2019 et que l'on craignait que les élections n'accusent du retard.

« Le citoyen est victime d'abus de la part des fonctionnaires de la police judiciaire. Si le citoyen ne connaît pas ses droits, il peut être aisément manipulé par les fonctionnaires de police judiciaire et se retrouver facilement en prison, lieu où il perd toute dignité. »

- Journaliste, Cotonou

Enfin, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les femmes et les jeunes ont toujours été sous-représentés en politique. Lors d'un EIC, un leader de la société civile a indiqué que, bien que les femmes et les jeunes constituent une grande partie de l'électorat, ils sont rarement pris en compte dans les décisions politiques. Les participantes au groupe de discussion des femmes ont souligné ces préoccupations, en indiquant que la stigmatisation culturelle empêche les femmes de poursuivre leur carrière en politique.

État de droit

Au cours de la recherche sur le terrain, les participants ont indiqué que l'accès limité à la justice et les perceptions selon lesquelles la justice n'était accessible qu'aux personnes nanties constituent des vulnérabilités clés. En outre, les personnes interrogées ont mis en évidence les perceptions selon lesquelles l'appareil judiciaire n'est pas indépendant, vu que le pouvoir exécutif nomme les procureurs. Les participants à la recherche sur le terrain ont également indiqué que le niveau de connaissance des lois et des droits est bas au sein de la population dans son ensemble, ce qui la rendrait vulnérable aux manipulations par des fonctionnaires de la police judiciaire. Les personnes interrogées ont indiqué que les populations ne font pas confiance à la police en raison des perceptions de corruption. Bien qu'il

existe des lois visant à protéger les femmes, les participantes à la recherche sur le terrain ont indiqué que ces lois sont rarement appliquées. Enfin, les prisons seraient surpeuplées et dotées de ressources insuffisantes, et il n'existe aucun programme de réinsertion sociale pour les personnes libérées après avoir purgé leur peine.

Sécurité

Les participants à la recherche sur le terrain ont souligné que les activités économiques illicites, en particulier le trafic de drogue, et la criminalité, tels que le banditisme et les crimes mineurs constituent des préoccupations clés qui compromettent la sécurité dans le département du Littoral. Lors d'un EIC, un responsable de la société civile a déclaré que la multiplication des ghettos et le phénomène des enfants de la rue ont accru la circulation de la drogue et des armes légères et entraîné la prolifération d'autres activités économiques illicites. En outre, les personnes interrogées ont indiqué que l'accroissement de la pauvreté et du chômage a conduit à une hausse de la criminalité et des vols.

Les participants à la recherche sur le terrain ont souligné que la porosité des frontières, tant avec le Nigéria qu'avec le Togo, constituait un problème permanent de sécurité. Il est vrai que Cotonou n'a pas connu d'attentats terroristes majeurs, mais les personnes interrogées se sont dites préoccupées par la présence de Boko Haram au Nigeria et par le risque de violence extrémiste à l'avenir.

Finalement, les personnes interrogées ont indiqué que le manque de formation et de ressources pour les forces de sécurité constitue une vulnérabilité constante en matière de sécurité, relevant un manque de confiance dans la police et les forces de sécurité. Certains participants ont également fait état de perceptions selon lesquelles les organismes chargés de l'application de la loi se rendent complices d'activités criminelles.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

En dépit des vulnérabilités et des risques identifiés ci-dessus, plusieurs facteurs de résilience institutionnelle et sociale ont été identifiés lors de la recherche sur le terrain. Il a été souligné que la société civile jouait un rôle clé dans l'atténuation des tensions politiques et de la violence électorale en créant des plateformes de dialogue et de

promotion de la paix. Les personnes interrogées ont également noté que la force des médias a été une source de résilience dans le domaine politique. En outre, les participants à la recherche sur le terrain ont identifié les syndicats comme une source de résilience économique. Dans le domaine de la sécurité, les groupes d'autodéfense ont été considérés comme un facteur de résilience.

Département du Plateau

Situé au Sud-est du Bénin, le département du Plateau compte 624 146 habitants selon les données du recensement de 2013.¹⁵⁹ Il fait frontière avec les départements des Collines, d'Atacora, et d'Ouémé, et partage une frontière internationale avec l'État d'Ogun au Nigéria. Les Fons et les Yorubas constituent les principaux groupes ethniques du département du Plateau.¹⁶⁰ L'agriculture, le commerce, et l'industrie des services constituent les principales activités économiques.¹⁶¹



Vulnérabilités structurelles

- Dépendance économique vis-à-vis de l'agriculture et de l'économie nigériane
- Chômage
- Porosité des frontières et commerce informel, notamment le pétrole provenant du Nigéria
- Fracture entre les zones rurales et urbaines et disparités régionales en matière de développement et d'infrastructures
- Régimes pluviométriques imprévisibles ayant un impact sur l'agriculture
- Sous-représentation des femmes dans la prise de décisions politiques
- Accès limité à la justice et méconnaissance des lois par la population
- Sous-utilisation de la planification familiale
- Violence basée sur le genre (VBG)
- Mariage précoce
- Perception d'inefficacité des forces de sécurité, faute de ressources
- Perceptions de corruption

Risques induits par les évènements

- Récession économique au Nigeria et dans les pays voisins
- Fluctuation du Naira
- Insécurité alimentaire
- Catastrophes naturelles, y compris les inondations et les feux de brousse
- Criminalité, y compris le trafic de drogue et la contrebande transfrontalière

¹⁵⁹ « Portail de données du Bénin », Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) du Bénin.

¹⁶⁰ « Principaux indicateurs du RGPH, 2013 – Bénin », INSAE Bénin, 2013.

¹⁶¹ « Statistiques sur l'emploi et la main-d'œuvre du Bénin, 2012 », INSAE Bénin, 2012.



- Tensions communautaires, ethniques et religieuses de faible intensité
- Risque important concernant les conflits entre éleveurs et agriculteurs
- Élections
- Migration des jeunes instruits à la recherche d'opportunité à l'étranger ou à Cotonou

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

- ONG et organisations de la société civile
- Leaders religieux
- Forces de sécurités
- Libertés civiles, y compris la liberté d'expression et de réunion

Économies et ressources

L'économie du département du Plateau est en grande partie tributaire de l'agriculture, principalement du manioc et de l'igname, mais également d'autres cultures, telles que le coton et l'ananas. Comme dans d'autres régions du pays, l'essentiel de l'activité économique du Plateau relève du secteur informel et s'appuie fortement sur le commerce transfrontalier, en particulier à destination et en provenance du Nigeria. Ce commerce informel intègre la vente de produits agricoles au Nigeria et l'importation de carburant, qui est largement vendu dans des bouteilles en verre en bordure de route, ainsi que d'autres produits, tels que les appareils électroniques et les motocyclettes. La récente récession économique au Nigeria et la forte fluctuation du naira ont eu de graves répercussions sur les prix et les revenus pour les habitants du Plateau. En plus, si le commerce informel constitue une importante source de revenus et d'emplois, sa prédominance réduit les recettes de l'État, et, par conséquent, la capacité de l'État à fournir l'infrastructure et les services essentiels. Il crée également des possibilités de corruption et de réseaux de clientélisme qui compromettent la transparence et le fonctionnement de l'administration publique.

Les jeunes instruits quittent souvent le maigre marché du travail au Plateau à la recherche d'opportunité ailleurs tant à Cotonou qu'à l'étranger. Cette situation réduit le capital humain, ce qui sape davantage la fourniture des services

publics et le développement économique dans la région. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que bien que des services, tels que l'éducation, la santé, l'eau/assainissement soient disponibles dans les centres urbains du Plateau, ils font souvent défaut dans les zones plus rurales du département.

Les personnes interrogées ont également souligné la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des régimes météorologiques prévisibles pour les semis et la récolte. Lorsqu'il pleut pendant la contre-saison, comme ce fut le cas en fin 2017, les pluies détruisent la culture et réduisent la récolte. Parmi les autres pressions sur l'environnement, figurent les catastrophes naturelles, telles que les inondations ou les feux de brousse, comme l'inondation de juin 2017 qui a endommagé des champs à Pobè.

Population et démographie

Les groupes ethniques les plus nombreux du Plateau sont les Fon et les Yorubas. Les personnes interrogées ont noté qu'il existait généralement des tendances de bonne cohésion sociale entre tous les différents groupes ethniques, bien que quelques tensions de faible intensité aient été enregistrées avec les Nagots dans les villes du Plateau, ce qui pourrait rendre plus difficile l'accès à la recherche d'emploi pour les personnes d'une autre ethnie. De graves tensions se sont exacerbées entre les agriculteurs locaux et les éleveurs nomades, dont le bétail détruit les

cultures ou s'en nourrit parfois, en particulier le maïs. Cette situation a conduit à des affrontements meurtriers ces dernières années et a également compliqué les relations entre les agriculteurs et les Peuls de la région, qui n'entretiennent souvent aucun lien avec les Peuls nomades qui traversent la frontière en provenance du Nigéria.

On estime que 19 % de la population pratique l'islam, tandis que le reste de la population pratique le catholicisme, d'autres formes de christianisme, le vaudou ou les religions traditionnelles.¹⁶² Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les relations entre les groupes religieux sont généralement pacifiques. Cependant, l'on constate quelques tensions lors du festival Oro, qui est une tradition yoruba en vertu de la laquelle les femmes ne sont pas autorisées à quitter leur foyer pendant plusieurs jours. Les femmes musulmanes, cependant, doivent quitter leur domicile pour aller prier, ce qui provoque des tensions. Lors de la recherche sur le terrain, certaines femmes non musulmanes ont également déclaré être contrariées par cette pratique, bien qu'elles aient indiqué qu'il s'agissait d'une question « sensible ».

Bien qu'ils ne soient pas aussi élevés que dans le Nord du pays, les taux de fécondité sont néanmoins élevés et l'utilisation des contraceptifs est faible dans le département du Plateau (5,3 enfants par femme et 15 % des femmes utilisent une forme quelconque de contraception).¹⁶³ Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que la population croissante de jeunes constitue une vulnérabilité économique et a contribué à la hausse de la criminalité. Les participants ont noté un nombre important de mariages précoces, souvent dus à la pauvreté, ce qui conduit à des grossesses ou des abandons scolaires.

¹⁶² « Principaux indicateurs du RGPH, 2013 – Bénin », INSAE Bénin, 2013.

Politique et gouvernance

Les vulnérabilités politiques n'ont pas été soulignées comme étant une préoccupation majeure par participants à la recherche sur le terrain. Les participants ont mis l'accent sur une tradition démocratique robuste au Bénin et la garantie des libertés civiles, notamment la liberté d'expression. Toutefois, ils n'ont pas mentionné la réalité de la corruption dans le contexte du commerce transfrontalier informel, ainsi que la corruption dans la fonction publique. Bien qu'il existe une confusion potentielle liée à l'utilisation des nouvelles cartes d'identité au Recensement administratif à vocation d'identification de la population (RAVIP) lors des prochaines élections, les populations s'attendaient en général à ce que les prochaines élections soient paisibles, comme d'habitude. Les jeunes ont toutefois indiqué un point de vue contraire à ce consensus, en déclarant que la polarisation politique était forte et qu'elle pourrait conduire à un conflit lors des prochaines élections.

État de droit

Les participants à la recherche sur le terrain ont mentionné l'accès à la justice comme étant la principale vulnérabilité au niveau de ce pilier, en raison à la fois des dépenses et de la proximité des services juridiques. Toutefois, ils ont indiqué que les tribunaux traditionnels sont très performants et très accessibles. Les participants ont mentionné que la traite des enfants par les familles en raison de la pauvreté constitue une préoccupation.

Sécurité

La principale préoccupation en matière de sécurité au Plateau tient à l'intensification des conflits entre les éleveurs nomades et les agriculteurs locaux. Les données d'ECOWARN montrent que ce problème a atteint un point culminant en 2017 au

¹⁶³ « Portail de données sur le Bénin », Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) du Bénin.

Plateau, année au cours de laquelle plus d'une douzaine de personnes auraient été tuées dans de tels affrontements. Un agriculteur a expliqué que le conflit ne se situe pas entre les agriculteurs et les Peuls locaux, qui constituent 0,2 % de la population du Plateau, selon les données de 2013,¹⁶⁴ et qu'ils cohabitent avec leurs voisins depuis des décennies. Toutefois, lorsque des affrontements se produisent entre agriculteurs et Peuls nomades, ils peuvent conduire à une méfiance et à une violence, même entre voisins. Des « couloirs » ont été définis pour permettre aux éleveurs de déplacer leur bétail, mais ceux-ci ne sont pas toujours respectés, ce qui peut conduire à des conflits, en particulier lors de la période de transhumance saisonnière de pointe.

« J'ai mon grenier au champ ; quand ils viennent, ils laissent leurs vaches assener celui-ci de coup de cornes ainsi ; ensuite elles le défoncent et consomment le maïs s'y trouvant. C'est après que les agriculteurs viennent chasser leurs vaches. Il s'agit là d'un problème très grave. Pour le résoudre, ils ont créé le « couloir », mais personne ne veut s'y conformer. »

- Agricultrice à Kétou, Plateau

Parmi les autres préoccupations en matière de sécurité mentionnées par les participants, l'on compte la criminalité et la violence domestique. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un problème de violence, plusieurs personnes ont également indiqué que les conflits fonciers surviennent lorsqu'une personne vend le même terrain à plusieurs personnes. Les participants ont cité les

forces de sécurité publique (gendarmes et police), y compris la ligne d'assistance téléphonique nationale pour les cas d'urgence, comme étant des facteurs de résilience. Toutefois, de nombreuses personnes ont également indiqué que les forces de sécurité arrivent généralement très en retard lorsqu'un problème se pose et pourraient ne pas disposer de ressources ou de capacités nécessaires pour y faire face.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les vulnérabilités décrites ci-dessus sont atténuées par d'importants facteurs de résilience sociale et institutionnelle. Parmi ceux-ci, l'on compte la solide tradition démocratique, les antécédents d'élections paisibles et le niveau élevé de cohésion sociale entre les communautés et les groupes. Les participants ont également mentionné l'importance de la société civile et des structures traditionnelles. Les organisations de la société civile aident à assurer la sensibilisation sur les droits légaux, à l'éducation civique et les ressources pour les personnes se trouvant dans le besoin. Les structures traditionnelles assurent le leadership en matière de résolution alternatif de conflits dans les cas où l'accès aux tribunaux pourrait s'avérer difficile. Dans un environnement économique difficile, les participants ont mentionné le marché nigérian et l'économie informelle comme étant un facteur de résilience pour les moyens de subsistance. Il convient d'en tenir compte au moment où les responsables de l'élaboration des politiques s'efforcent de faire progresser un programme de réformes visant à régulariser ces pratiques.

¹⁶⁴ « Principaux indicateurs du RGPH, 2013 – Bénin », INSAE Bénin, 2013.

Conclusion et recommandations

En raison de la pauvreté généralisée et d'une économie largement informelle, les principales vulnérabilités du Bénin sont d'ordre économique. L'économie du pays est fortement dépendante de l'agriculture et du commerce avec le Nigeria. En raison de la porosité des frontières et de sa proximité géographique avec le Nigéria, le commerce informel et la contrebande à travers la frontière entre ces deux pays se sont développés. Bien que ces activités assurent la subsistance d'une grande partie de la population, le gouvernement ne peut percevoir de taxes sur le commerce informel, alors les infrastructures et les services sociaux en pâtissent. En outre, la faiblesse des recettes de l'État peut conduire à des cas de corruption et d'impunité chez les agents de l'État.

La porosité des frontières fait également partie des préoccupations de sécurité au Bénin, notamment les conflits entre agriculteurs et éleveurs ainsi que l'effet d'entraînement potentiel de la violence extrémiste en provenance du Niger et du Nigeria. Les problèmes pastoraux atteignent un point culminant lors de la période saisonnière de transhumance. Bien que les « couloirs » aient été mis en place pour permettre aux éleveurs de déplacer leur bétail, ces derniers ne sont pas toujours respectés, ce qui déclenche parfois des conflits. En dépit de ces tensions, le Bénin est largement résilient dans le domaine de la sécurité. Le pays n'a pas connu d'attaque terroriste majeure ces dernières années, bien que la recherche sur le terrain ait révélé l'existence de préoccupation sur la violence imputable aux groupes extrémistes, tels que Boko Haram, qui se répandent au Bénin. La criminalité et les activités économiques illicites sont également incluses dans les préoccupations sécuritaires majeures pour le Bénin.

En réponse à certaines de ces questions, le gouvernement béninois s'est engagé dans un ambitieux programme de réformes couvrant tous

les piliers de la sécurité humaine. Il s'agit notamment des réformes électorales, des réformes des services de douane et de contrôle aux frontières ainsi que des réformes du secteur de la sécurité. Certes, ces réformes pourraient s'attaquer aux vulnérabilités ou les atténuer à long terme, mais à court terme, elles pourraient entraîner des bouleversements sociaux. À titre d'exemple, l'introduction des nouvelles cartes d'identité, le Recensement administratif à vocation d'identification de la population (RAVIP), a semé la confusion et suscité des inquiétudes quant à la fraude électorale. Si ces initiatives offrent une occasion de transparence, les réformes devraient cependant être communiquées clairement, afin d'éviter la confusion et la discorde. De même, les implications sociales des réformes économiques doivent être prises en compte avant leur mise en œuvre. Certes, la formalisation du secteur de l'économie pourrait fournir de recettes accrues à l'État, mais ces actions pourraient avoir une incidence négative sur le revenu d'une grande partie de la population.

Pour ce qui est de l'avenir, le Bénin continue de faire face à des défis clés en termes de réduction de la pauvreté, d'amélioration des services sociaux et des infrastructures et de lutte contre sa dépendance vis-à-vis de l'agriculture et de l'économie nigériane. Au moment où le gouvernement s'engage dans de nouvelles réformes, l'implication des communautés locales sera essentielle pour le développement durable au Bénin.

Économie et ressources

- Soutenir la réglementation des pratiques nuisibles à l'environnement ; renforcer les lois sur la protection de l'environnement ; mettre en œuvre des plans d'intervention d'urgence en cas de catastrophes naturelles.

- Promouvoir l'engagement civique et l'éducation du public au sujet des programmes de réforme du gouvernement.
- Soutenir et étendre le micro-financement et la formation professionnelle, en ciblant particulièrement les jeunes et les femmes.
- Mettre en œuvre des réformes de diversification économique.
- Promouvoir et intégrer la croissance des petites industries à l'échelle nationale.
- Renforcer les capacités des services de sécurité et de douane aux frontières.
- Renforcer la capacité de production agricole.

Population et démographie

- Investir dans le développement rural pour améliorer l'infrastructure et la fourniture de services.
- Normaliser les programmes d'études ; financer intégralement les écoles rurales, afin de s'assurer qu'elles disposent de fournitures et de personnel en nombre suffisant ; encourager les initiatives en faveur de l'éducation des filles.
- Soutenir les initiatives des OSC pour une promotion de la planification familiale qui tient compte des sensibilités culturelles.

Politiques et gouvernance

- Sensibiliser le public sur la mise en œuvre du Recensement initial administratif à vocation d'identification de la population (RAVIP) Carte d'identité.
- Promouvoir l'engagement civique et l'éducation du public au sujet des programmes de réforme du gouvernement.
- Renforcer la bonne gouvernance et les institutions.
- Promouvoir le dialogue inter/intracommunautaire pour renforcer la cohésion sociale.

État de droit

- Encourager et étendre les initiatives visant à impliquer les chefs religieux ou les chefs de communautés dans la résolution des conflits
- Soutenir les initiatives de sensibilisation au sujet de la violence basée sur le genre (VBG), en mettant particulièrement l'accent sur la sensibilisation des femmes.
- Fournir des services d'assistance juridique visant à améliorer l'accès à la justice.
- Renforcer le principe de la séparation des pouvoirs.
- Promouvoir des politiques tenant compte du genre pour assurer une plus grande représentation des femmes dans le système judiciaire.

Sécurité

- Promouvoir la collaboration entre les forces de défense et de sécurité.
- Soutenir les programmes de formation bilatéraux et multilatéraux visant à renforcer les capacités des forces de sécurité.
- Promouvoir le renforcement de la confiance entre les communautés locales et les forces de sécurité.
- Vulgariser et accroître les ressources fournies à la Ligne verte pour mieux soutenir les victimes de violence et d'abus.
- Travailler en collaboration avec les partenaires régionaux et internationaux, afin de faire face aux grandes tendances régionales de l'insécurité et des réseaux de trafiquants.
- Organiser un forum multi-acteurs pour explorer des solutions potentielles aux conflits liés à la transhumance.
- Renforcer les capacités des services de sécurité et de douane aux frontières.

Annexe A : Échantillon de données

Phase	Dimension	Source	Métrique	Échantillon
Phase 1 : Étude documentaire	Résilience	Analyse des réseaux des parties prenantes (SNA)	Enquête	35 acteurs de la paix/sécurité
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ECOWARN	Rapports de situation	1022 rapports
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales est/sont protégé(s) contre toute ingérence politique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales élabore(nt) des rapports accessibles en temps opportun au public avant et après toute élection nationale.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Processus électoral et pluralisme	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Participation politique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Fonctionnement du gouvernement	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA)	Taux moyen de participation aux élections législatives	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Transparency International	Perception de la corruption	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de transformation Bertelsmann (BTI)	Intégration politique et sociale	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Freedom House	Droits politiques	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Proportion de sièges occupés par des femmes au Parlement national	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice Mo Ibrahim	Sécurité des personnes	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ONU, CEDEAO, UA	Opérations de paix	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ACLED	Pertes en vies humaines dues aux conflits par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	UPPSALA	Présence/Conflit avec des groupes armés non-étatiques	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - Amnesty	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - État	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - Human Rights Watch	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Réfugiés par pays d'origine par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Réfugiés par pays d'origine (différence entre 2015 et 2014) par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Personnes déplacées internes par pays d'asile par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Personnes déplacées internes par pays d'asile (différence entre 2015 et 2014) par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'indépendance du pouvoir judiciaire est garantie.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les juges des juridictions nationales donnent les motifs sous-tendant leurs décisions/jugements.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les allégations de corruption à l'encontre de hauts responsables politiques et/ou de fonctionnaires de quelque niveau que ce soit font l'objet d'enquête menée par un organe indépendant.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organe ou les organes qui enquête(nt) sur les allégations de corruption dans le secteur public est/sont efficace(s).	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, le mécanisme permettant aux citoyens de dénoncer les cas d'inconduite des agents de police ou d'usage abusif de la force est efficace.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Rapport de la Banque mondiale sur les droits de l'homme et le droit	Pourcentage de femmes siégeant à la Cour constitutionnelle	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	La loi exige-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	La loi impose-t-elle la non-discrimination liée au genre en	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

			matière de recrutement ?	
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	Le licenciement des travailleuses enceintes est-il interdit ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Coefficient de Gini	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gini WYD	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Part du revenu détenue par les 10 % les plus riches	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Nombre de personnes ayant une installation d'assainissement améliorée (différence entre les zones urbaines et les zones rurales)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Nombre de personnes ayant une source d'eau améliorée (différence entre les zones urbaines et les zones rurales)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou grave	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gravité du déficit nutritionnel (kilocalories par personne et par jour)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	PIB par habitant, PPA (en dollars internationaux courants)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Taux d'alphabétisation des femmes âgées de 15 à 24 ans	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux (brut) de scolarisation dans le primaire et le secondaire, indice de parité entre les sexes (IPS)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux d'emploi par rapport à la population de femmes âgées de 15 à 24 ans (%) (estimation de l'OIT modélisée)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Âge médian	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Croissance démographique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge des filles (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de la contraception, toutes méthodes confondues (pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Espérance de vie à la naissance des femmes (en années)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou qui vivaient en couple avant l'âge de 18 ans	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ECOWARN	Rapports d'incident	181 (après réduction des doublons et de la pertinence)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ACLED	Incidents	143
Phase 2: Recherche sur le terrain	Risque et vulnérabilité	Groupes de discussion	Répartis selon les hommes, les femmes et les jeunes	12
Phase 2: Recherche sur le terrain	Risque et vulnérabilité	Entretiens avec les informateurs clés	Éminentes personnalités et experts locaux, y compris les responsables gouvernementaux	24

Annexe B : Indice de vulnérabilité

Sources des données de l'indice

Sur la base des cinq piliers de la sécurité humaine, une série d'indicateurs ont été définis en fonction de leur pertinence et de leur mesurabilité. Des sources de données ont ensuite été identifiées auprès d'institutions reconnues, telles que la Banque mondiale, les Nations Unies, ainsi que d'universités, d'instituts de recherche et de groupes de réflexion. Une liste complète des sources de données est jointe en *Annexe A*. Au cours de la sélection et du test de l'indice, on a évalué la disponibilité des données, afin de garantir une distribution égale des notes.

Procédé : Calcul des notes

L'indice est noté suivant une échelle allant de 1 à 10, la note 1 représentant le niveau le plus élevé de vulnérabilité et la note 10 le niveau le plus faible de vulnérabilité. Chaque ensemble de données brutes est normalisé et mis à l'échelle, avant d'être intégré dans les notes des indicateurs et des piliers.

1. Normalisation

Par définition, un indice intègre et compare des ensembles de données avec des courbes et des distributions très différentes. Dans un premier temps, il est donc nécessaire de normaliser les données afin qu'elles puissent faire l'objet d'une comparaison idoine. Si l'on ne situe pas les données dans le contexte du groupe plus large de chiffres, leur signification peut être biaisée. Par conséquent, le processus de détermination de la moyenne et de calcul de l'écart-type (ET) de l'ensemble de données, puis l'utilisation de ces éléments pour estimer une distribution normale, peuvent être exploités pour produire cette interprétation. La formule gaussienne de normalisation est décrite ci-dessous.

Si μ est la moyenne

σ^2 est la variance

x est la variable indépendante

$$f(x, \mu, \sigma) = \frac{1}{\sqrt{2\pi} \sigma} e^{-\frac{(x-\mu)^2}{2\sigma^2}}$$

L'écart-type est la grandeur calculée pour indiquer l'amplitude de l'écart pour un groupe de chiffres dans son ensemble. La distribution normale est ensuite utilisée pour déterminer la manière dont les variables sont normalement distribuées de façon approximative. Dans le contexte de cet outil, il aidera à comprendre le niveau auquel se situent les pays les uns par rapport aux autres au sein de la distribution des groupes d'un ensemble particulier de données.

Pour les ensembles de données brutes qui présentent des lacunes (par exemple, les données sont indisponibles pour certains pays, mais pas pour d'autres), les points de données par pays sont laissés vides. Cela permet de faire en sorte qu'on n'attribue pas une note artificielle aux pays lorsqu'il n'existe pas de données.

2. Mise à l'échelle

Pour créer un indice où les pays sont notés dans une champ défini, les ensembles de données doivent être mis à l'échelle, afin de pouvoir intégrer les notes. Ce processus de mise à l'échelle transforme les données normalisées en un nombre compris entre 1 et 10, la note 10 représentant le plus faible niveau de vulnérabilité. La formule ci-dessous a été appliquée pour normaliser les valeurs de distribution allant de [min, max] à [MIN, MAX], en fonction de la nouvelle échelle des valeurs pour les marges supérieures et inférieures de la distribution.

$$X = MIN + \frac{(MAX - MIN)}{(max - min)} \times (x - min)$$

3. Agrégation

Chaque indicateur peut être composé d'une ou de plusieurs sources de données. Dans les cas où plusieurs ensembles de données ont été utilisés pour constituer le seul indicateur, les ensembles de données ont tous été mis à l'échelle en fonction des notes préliminaires de l'indice (allant de 1 à 10), tel qu'indiqué dans les étapes ci-dessus. La moyenne de ces notes a ensuite été calculée pour obtenir une note finale pour cet indicateur. Ce processus a été répété au niveau des piliers, d'abord en calculant la moyenne, puis en mettant à l'échelle les notes des indicateurs.

Annexe C : Références additionnelles

Barma, N.H., Huybens, E. & Viñuela, L. 'Institutions Taking Root: Building State Capacity in Challenging Contexts', Groupe de la Banque mondiale, septembre 2014

<http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/978-1-4648-0269-0>

Institut Brookings, 'Benin's Landmark Elections: An Experiment in Political Transitions', 2016.

<https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2016/03/22/benins-landmark-elections-an-experiment-in-political-transitions/>

CARE International, 'An Assessment of Gender-Based Violence in Emergencies in Southern Benin', 2011

<https://www.alnap.org/help-library/an-assessment-of-gender-based-violence-in-emergencies-in-southern-benin>

Institut Clingendael, 'Beneath the Apparent State of Affairs: Stability in Ghana and Benin', 2016.

<https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/Ghana%20Benin%20-%20January%202016.pdf>

Kodila-Tedika, O., Simplicie, A. 'State fragility, rent seeking and lobbying: evidence from African data', Revue internationale des sciences sociales, 2016, Vol. 43: Numéro 10

<http://www.emeraldinsight.com/doi/abs/10.1108/IJSE-11-2014-0234>

Commission néerlandaise pour l'évaluation environnementale, 'Climate Change Profile: Benin'

https://ees.kuleuven.be/klimos/toolkit/documents/684_CC_benin.pdf

Directives de NZAID sur l'évaluation des risques de conflit, 2008

<http://www.gaportal.org/resources/detail/nzaid-conflict-risk-assessment-guideline>

OCDE 'States of Fragility 2016: Understanding Violence', 2016 http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocd/development/states-of-fragility-2016_9789264267213-en#page1

Stroh, A. 'The Consequences of Appointment Policies for Court Legitimacy in Benin: A Network Analysis Approach' https://www.giga-hamburg.de/sites/default/files/publications/wp281_stroh.pdf

USAID: 'Rapport d'évaluation de la jeunesse au Bénin,' 2011

http://www.youthpolicy.org/national/Benin_2011_Youth_Assessment_Report.pdf

USAID: 'Interagency Conflict Assessment Framework (ICAF), 2008

<https://www.state.gov/documents/organization/187786.pdf>

Woolcock, M. 'Engaging with Fragile and Conflict-Affected States', Harvard Kennedy School, août 2014

<https://www.wider.unu.edu/publication/engaging-fragile-and-conflict-affected-states>

Annexe D : Matrice des vulnérabilités, des risques, des facteurs de résilience et des recommandations par pilier de la sécurité humaine

BÉNIN	Vulnérabilités	Risques	Résilience	Recommandations
Économie et ressources	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Manque de diversité économique (dépendance vis-à-vis de l'agriculture de subsistance) ➤ Exposition à la vulnérabilité de l'économie nigériane ➤ Autonomisation économique insuffisante des femmes ➤ Porosité des frontières ➤ Commerce informel ➤ Disparités régionales en matière de développement et d'infrastructure ➤ Fluctuation du Naira 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Activité économique illicite/contrebande transfrontalière ➤ Récession économique au Nigeria ➤ Migration à la recherche d'opportunités à l'étranger ➤ Fermeture de la frontière entre le Nigeria et le Bénin ➤ Chocs externes affectant l'économie nigériane ➤ Catastrophes naturelles, en particulier les sécheresses et les inondations ➤ Apparition de pathologies végétales /infestation parasitaire ➤ Insécurité alimentaire ➤ Inflation 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organisations de la société civile (OSC) et organes de presse ➤ Chefs locaux et traditionnels impliqués dans la résolution de conflits ➤ Mécanismes extrajudiciaires de règlement des différends (RED) ➤ Culture de tolérance religieuse ➤ Cohésion sociale entre les groupes ethniques ➤ Subventions de l'agriculture ➤ Réformes économiques ➤ Lutte contre la corruption ➤ Secteur informel dynamique ➤ Activités économiques transfrontalières ➤ Système économique de réexportation ➤ Mécanismes de micro-financement 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir la réglementation des pratiques nuisibles à l'environnement ; renforcer les lois relatives à la protection de l'environnement ; mettre en œuvre des plans d'intervention d'urgence en cas de catastrophes naturelles. ➤ Promouvoir l'engagement civique et l'éducation du public au sujet des programmes de réforme du gouvernement. ➤ Soutenir et développer le micro-financement et la formation professionnelle, en ciblant particulièrement les jeunes et les femmes ➤ Faire des réformes de diversification économique ➤ Promouvoir et intégrer la croissance des petites industries à l'échelle nationale ➤ Renforcer les capacités en matière de sécurité frontalière et de services douaniers ➤ Renforcer la capacité de production agricole
Population et	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Forte population de jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catastrophes naturelles/inondations/sécheresses 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en œuvre des mesures d'urbanisme 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Investir dans le développement rural pour améliorer les infrastructures et la fourniture de services

démographie	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le chômage des jeunes ➤ Faible taux de planification familiale ➤ Taux élevé d'analphabétisme ➤ Mariage précoce ➤ Migration à la recherche d'opportunités à l'étranger ➤ Croissance démographique ➤ Régime foncier ➤ Changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insécurité alimentaire ➤ Epidémies ➤ Criminalité ➤ Exode rural ➤ Disparité en matière de développement ➤ Conflit lié à la terre ➤ Dégradation de l'environnement ➤ Grossesse chez les adolescentes ➤ Érosion côtière constante 		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Uniformiser les programmes d'études ; financer intégralement les écoles rurales pour faire en sorte qu'elles disposent de fournitures et de personnel en nombre suffisant ; promouvoir des initiatives en faveur de l'éducation des filles. ➤ Soutenir les initiatives des OSC pour une promotion de la planification familiale qui tient compte des sensibilités culturelles.
Politique et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Perceptions de népotisme et de corruption ➤ Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décision politique 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Communication insuffisante au sujet de l'utilisation des nouvelles cartes d'électeur (RAVIP vs LEPI) ➤ Perception de manipulation des identités ethniques 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Transitions politiques réussies ➤ OSC dynamiques ➤ Forte cohésion sociale due à l'influence intercommunautaire et religieuse 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibiliser le public sur la mise en œuvre du Recensement initial Administratif à Vocation d'Identification de la Population (RAVIP) Carte d'identité ➤ Promouvoir l'engagement civique et l'éducation du public au sujet des programmes de réforme du gouvernement. ➤ Renforcer la bonne gouvernance et les institutions ➤ Promouvoir le dialogue inter/intracommunautaire pour renforcer la cohésion sociale
État de droit	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accès limité à la justice ➤ Méconnaissance des dispositions légales ➤ Coût élevé des services juridiques ➤ Manque de ressources dans le système judiciaire et pénitentiaire 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Corruption perçue au sein du gouvernement ➤ Justice populaire ➤ Impunité 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mécanismes de règlement extrajudiciaire des différends ➤ OSC dynamiques ➤ Existence de politiques visant à renforcer l'État de droit 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Encourager et étendre les initiatives visant à impliquer les chefs religieux ou les dirigeants communautaires dans la résolution des conflits ➤ Soutenir les initiatives de sensibilisation à la violence basée sur le genre (VBG), en mettant un accent particulier sur la sensibilisation des femmes. ➤ Fournir des services d'assistance juridique pour améliorer l'accès à la justice ➤ Renforcer le principe de la séparation des pouvoirs ➤ Promouvoir des politiques tenant compte du genre afin d'assurer une plus grande représentation des femmes dans le système judiciaire
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Perceptions de corruption chez 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Criminalité telle que le trafic de 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Patrouille conjointe de la 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Promouvoir la collaboration entre les forces de défense et de sécurité

	<p>les forces de sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Manque de ressources pour les forces de sécurité ➤ Transhumance ➤ Porosité des frontières 	<p>drogue et la contrebande transfrontalière</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Violence basée sur le genre (VBG) ➤ Conflits liés aux ressources, en particulier entre éleveurs et agriculteurs ➤ Terrorisme ➤ Insécurité maritime 	<p>gendarmerie et de la police</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Sanction des agents de sécurité reconnus coupables d'inconduite ➤ Architecture de la sécurité maritime de la CEDEAO ➤ Police de proximité ➤ Force multinationale mixte (FMM) dans le bassin du lac Tchad ➤ <i>Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir les programmes de formation bilatéraux et multilatéraux afin de renforcer les capacités des forces de sécurité. ➤ Promouvoir le renforcement de la confiance entre les communautés locales et les forces de sécurité ➤ Vulgariser et ajouter des ressources à la ligne verte pour mieux soutenir les victimes de violence et d'abus. ➤ Collaborer avec les partenaires régionaux et internationaux pour s'attaquer aux grandes tendances régionales de l'insécurité et des réseaux de trafiquants. ➤ Organiser un forum multi-acteurs pour explorer des solutions potentielles aux conflits liés à la transhumance. ➤ Renforcer les capacités en matière de sécurité frontalière et de services douaniers
--	---	--	---	---